



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

avis 58.860/2
du 17 février 2016

advies 58.860/2
van 17 februari 2016

sur

over

un projet d'arrêté royal 'portant
création de la communication
électronique conformément à
l'article 32ter du Code
judiciaire'

een ontwerp van koninklijk
besluit 'houdende
elektronische communicatie
overeenkomstig artikel 32ter
van het Gerechtelijk Wetboek'

Le 25 janvier 2016, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Ministre de la Justice à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal 'portant création de la communication électronique conformément à l'article 32^{ter} du Code judiciaire'.

Le projet a été examiné par la deuxième chambre le 17 février 2016. La chambre était composée de Pierre VANDERNOOT, président de chambre, Luc DETROUX et Wanda VOGEL, conseillers d'État, Sébastien VAN DROOGHENBROECK et Jacques ENGLEBERT, assesseurs, et Bernadette VIGNERON, greffier.

Le rapport a été présenté par Xavier DELGRANGE, premier auditeur chef de section.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Pierre VANDERNOOT.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 17 février 2016.

*

Op 25 januari 2016 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister van Justitie verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'houdende elektronische communicatie overeenkomstig artikel 32^{ter} van het Gerechtelijk Wetboek'.

Het ontwerp is door de tweede kamer onderzocht op 17 februari 2016. De kamer was samengesteld uit Pierre VANDERNOOT, kamervoorzitter, Luc DETROUX en Wanda VOGEL, staatsraden, Sébastien VAN DROOGHENBROECK en Jacques ENGLEBERT, assessoren, en Bernadette VIGNERON, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Xavier DELGRANGE, eerste auditeur-afdelingshoofd.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Pierre VANDERNOOT.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 17 februari 2016.

*

OBSERVATIONS GÉNÉRALES

I. Portée du projet

1.1. Le texte en projet a pour objet de désigner le « système informatique de la Justice » dont il est question à l'article 32^{ter} du Code judiciaire, inséré par la loi du 19 octobre 2015 'modifiant le droit de la procédure civile et portant des dispositions diverses en matière de justice', et de fixer « les modalités de ce système informatique ».

L'article 32^{ter} du Code judiciaire énonce ce qui suit :

« Toute notification ou toute communication à ou tout dépôt auprès des cours ou tribunaux, du ministère public ou des services qui dépendent du pouvoir judiciaire en ce compris les greffes et les secrétariats de parquet, ou toute notification ou toute communication à un avocat, un huissier de justice ou un notaire par les cours ou tribunaux, le ministère public ou des services qui dépendent du pouvoir judiciaire en ce compris les greffes et les secrétariats de parquet, ou par un avocat, un huissier de justice ou un notaire, peut se faire au moyen du système informatique de la Justice désigné par le Roi.

Le Roi fixe les modalités de ce système informatique, la confidentialité et l'effectivité de la communication étant garanties.

Le recours au système informatique précité peut être imposé par le Roi aux instances, services ou acteurs mentionnés à l'alinéa 1^{er} ou à certains d'entre eux ».

1.2. Aux termes de l'article 1^{er} du projet, le « réseau e-Box » est désigné « pour les notifications ou communications et pour les dépôts », à l'exclusion du « dépôt des conclusions et pièces », pour lesquels c'est le « système e-Deposit » qui est désigné.

L'article 2 énonce de manière générale la règle selon laquelle

« [t]oute communication entre l'expéditeur et le destinataire telle que déterminée à l'article 1^{er}, § 1^{er}, (lire : 1^o 1) se fait au moyen du réseau des e-Box sécurisées [...] ».

À l'inverse, l'article 6 du projet prévoit que le dépôt de conclusions et de pièces peut se faire via le système e-Deposit.

II. Précisions nécessaires quant à l'exécution éventuelle de l'habilitation prévue à l'article 32^{ter}, alinéa 3, du Code judiciaire

2. L'article 2, alinéa 1^{er}, est rédigé de telle manière qu'il rend obligatoire le recours au réseau e-box.

Le Roi est effectivement habilité par l'article 32^{ter}, alinéa 3, du Code judiciaire à imposer le recours au système informatique qu'Il désigne aux « instances, services ou acteurs » mentionnés à l'alinéa 1^{er} de cette disposition légale.

¹ Voir plus bas, Remarques finales et observations de légistique, observation n° 1.

L'auteur du projet est toutefois invité à réexaminer si telle est bien son intention, ce qui est peu probable, et à reformuler en conséquence l'article 2, alinéa 1^{er}, du projet, par exemple en remplaçant les mots « se fait » par « peut se faire ». Dans cette dernière hypothèse, l'alinéa 1^{er} du préambule sera également revu de manière à n'y mentionner que l'article 32^{ter}, alinéas 1^{er} et 2, du Code judiciaire.

III. Le statut réglementaire du « réseau e-Box » et du « système e-Deposit »

3. L'article 1^{er} du projet se borne à désigner un « réseau » et un « système » préexistants en fait, sans procéder à leur création juridique proprement dite.

Selon les informations communiquées par le délégué du Ministre, ces « réseau » et « système » ne sont pas définis par une autre réglementation et il ne serait pas possible de les définir davantage dans le projet examiné :

« het is niet gebruikelijk om informaticasystemen op zich te definiëren in een klassieke definitie. De handelingen die daarentegen via het e-Box netwerk en e-Deposit systeem zullen gebeuren, worden wel omschreven in het koninklijk besluit ».

Sans qu'il soit en effet nécessaire de décrire dans le projet le détail du réseau et du système informatiques envisagés, il n'en reste pas moins que le dispositif devrait procéder à la création normative proprement dite de ce « réseau » et de ce « système » afin de leur conférer une existence réglementaire sur la base de l'habilitation conférée au Roi sur ce point par l'article 32^{ter}, alinéa 1^{er}, *in fine*, du Code judiciaire. La seule référence à des procédés techniques existants ne peut suffire à cet effet, et ce d'autant moins que, s'agissant en tout cas du « réseau e-Box », il s'agit, semble-t-il, d'un dispositif technique à caractère générique utilisé dans d'autres contextes législatifs ou réglementaires.

L'avis de la Commission de la protection de la vie privée explique ce qui suit à ce sujet :

« La technologie existante de l'e-Box, initialement conçue pour la sécurité sociale, a été adaptée en vue d'une utilisation généralisée (uniquement la réception de messages envoyés par l'autorité) par tous les citoyens et toutes les entreprises belges. L'enregistrement en ligne et le contrôle des accès au moyen de la carte d'identité électronique (pour les citoyens) font en sorte que les messages sont reçus de manière confidentielle et garantie par le bon destinataire. L'e-Box peut être utilisée par tous les services publics qui le souhaitent.

Voir notamment

https://www.socialsecurity.be/fr/citizen/static/infos/_ebox/transit.htm (citoyens) et https://www.socialsecurity.be/site_fr/general/helpcentre/ebox/transit.htm (entreprises).

Le service eHealthBox a pour but de mettre à la disposition de tous les acteurs des soins de santé une boîte aux lettres électronique sécurisée permettant d'envoyer et de lire des messages.

Voir notamment

<https://www.ehealth.fgov.be/fr/support/services-de-base/boite-aux-lettres-electronique-securisee-ehbox> »².

Il serait au demeurant bienvenu que le réseau en voie de création, qui utiliserait donc la technologie « e-Box », soit pourvu d'une dénomination qui serait spécifique à l'usage envisagé par le projet. La Commission de la protection de la vie privée préconise à cet égard de le nommer « eJustbox »³.

Le rapport au Roi pourrait utilement être complété, par ailleurs, par un exposé des principaux éléments techniques composant le « réseau » et le « système » à créer par le projet.

IV. Inexistence légale du « dossier judiciaire électronique »

4.1. L'article 2 du projet précise que les e-Box sont mises à disposition des utilisateurs par le Service public fédéral Justice. Il ressort de l'avis donné par la Commission de la protection de la vie privée sur une version antérieure du projet qu'il s'agit en réalité

« d'un système de boîtes aux lettres électroniques sécurisées pour des communications bidirectionnelles et adressées – mises à disposition par le SPF Justice – dans lesquelles le titulaire de l'e-Box peut recevoir des messages et en envoyer »⁴.

Il se déduit par ailleurs de la lecture combinée de l'article 1^{er}, § 2 (lire : 2^o ⁵) et de l'article 6 du projet que le « système e-Deposit »

« permet de déposer (= charger) des conclusions et des pièces à conviction dans un dossier pendant auprès d'un tribunal. Il s'agit ici d'une forme de communication non-adressée et unidirectionnelle. C'est donc une application liée au dossier au niveau d'une affaire déterminée. Selon les informations fournies, ce système est déjà opérationnel depuis quelque temps au niveau des cours d'appel en matière civile »⁶.

Il se déduit de l'article 6 du projet que le recours au système e-Deposit implique nécessairement l'existence d'un « dossier électronique » au sein des greffes des juridictions de l'ordre judiciaire. En effet, l'article 6 permet aux avocats de « verser » leurs conclusions et leurs pièces « à un dossier existant en les chargeant via le système e-Deposit [...] »⁷. Or, en l'état actuel du droit judiciaire, il n'existe pas encore de « dossier judiciaire électronique » au sein des greffes des cours et tribunaux.

² Avis de la Commission de la protection de la vie privée, n° 58/2015, 16 décembre 2015, § 7, notes de bas de page 4 et 5.

³ *Ibid.*, § 7.

⁴ *Ibid.*, § 8.

⁵ Voir plus bas, Remarques finales et observation de légistique, observation n° 1.

⁶ Avis de la Commission de la protection de la vie privée, n° 58/2015, 16 décembre 2015, § 19.

⁷ Ceci ressort également des explications du système e-Deposit données par le SPF Justice sur son site internet : « En quoi consiste e-Deposit ? e-Deposit permet le dépôt de documents (conclusions, pièces de dossier, ...) par voie électronique (téléchargement). Via un site Internet, vous pouvez déposer *dans un dossier spécifique* des pièces de dossier en fonction de l'instance en cours et vous recevrez directement un accusé de réception » (http://justice.belgium.be/fr/ordre_judiciaire/e-services/e-deposit) (italiques ajoutées).

Un tel dossier était prévu par la législation mettant en œuvre le système « Phenix ». Toutefois, dans le commentaire des articles du projet devenu la loi du 19 octobre 2015 ‘modifiant le droit de la procédure civile et portant des dispositions diverses en matière de justice’, le Ministre de la Justice précisait, en réponse à l’observation formulée par le Conseil d’État dans son avis 57.529/2-3 du 11 juin 2015, qu’

« [à] juste titre le Conseil d’État remarque également que cette nouvelle disposition risque d’entrer en conflit avec des dispositions des lois soi-disant ‘Phénix’ qui ne sont pas encore entrées en vigueur. Néanmoins, ces risques seront écartés, pour autant que de besoin et en temps utile par une initiative législative »⁸.

La section de législation du Conseil d’État avait par ailleurs constaté dans son avis précité 57.529/2-3, sans être contredite par la suite, qu’

« [O]n comprend du commentaire de l’article 32^{ter} en projet que les dispositions des lois Phénix II et III portant précisément sur la procédure électronique n’entreront jamais en vigueur, un autre projet d’informatisation de la justice étant envisagé (actuellement, selon le commentaire de l’article, le système eBox ou tout autre système plus efficace disponible à l’avenir) »⁹.

4.2. Dans ces conditions, le projet d’arrêté soumis à l’avis du Conseil d’État semble prématuré dès lors qu’il nécessite au préalable, pour la mise en œuvre effective des procédures qu’il instaure, la création d’un « dossier judiciaire électronique ». L’actuel dossier judiciaire dont il est question aux articles 720 et 721 du Code judiciaire est un dossier physique, ouvert par le greffe pour chaque nouvelle affaire, dans lequel sont classés les différents documents mentionnés à l’article 721, dans leur version « papier ». Il n’est matériellement pas possible pour un justiciable, par l’intermédiaire de son avocat, de « verser » via le « système e-Deposit », des conclusions ou des pièces en version numérique dans ce dossier « papier »¹⁰.

De même, l’article 725 du Code judiciaire précise que « [t]oute partie peut se faire délivrer par le greffier qui détient le dossier, une copie certifiée conforme des pièces ». En l’état actuel du droit, le dossier visé à cette disposition ne peut être que le dossier « papier » mentionné à l’article 720 du même Code.

Il s’impose au législateur de créer le dossier judiciaire numérique avant que l’arrêté dont le projet fait l’objet du présent avis ne puisse prévoir que des conclusions ou pièces électroniques puissent être versées « à un dossier existant » qui n’a à ce jour aucune existence légale.

Cette nécessité s’impose d’autant plus que le dépôt au « dossier de la procédure », de conclusions ou de pièces peut avoir des effets procéduraux essentiels¹¹. Il s’impose dès lors de pouvoir déterminer avec précision le moment de ce dépôt et de permettre par ailleurs à chaque

⁸ *Doc. parl.*, Chambre, 2014-2015, n° 54-1219/001, p. 7.

⁹ *Ibid.*, p. 107.

¹⁰ L’obligation faite au greffe, en vertu de l’article 720, alinéa 2, du Code judiciaire, d’inscrire « sur la chemise du dossier » la date de la mise au rôle et son numéro, atteste qu’il s’agit nécessairement d’un dossier « papier ». La loi « Phénix » prévoyait d’ailleurs la suppression de cet alinéa 2.

¹¹ Notamment l’interruption de la prescription ou la prise de cours des intérêts.

partie à la procédure d'avoir accès à tout moment au dossier de la procédure afin, notamment, de pouvoir vérifier la régularité de celle-ci. Le dossier électronique n'ayant à ce stade aucune existence légale, le texte en projet reste bien en peine de prévoir les modalités de l'accès au dossier électronique par les parties.

4.3. Il en irait autrement s'il fallait comprendre qu'à la suite du dépôt électronique de conclusions ou de pièces via le « système e-Deposit », le greffe aura pour tâche de transformer les documents numériques transmis par une partie (via son avocat) en version « papier » (en les imprimant) et d'ensuite les joindre au dossier (papier) de la procédure prévu par les articles 720 et 721 du Code judiciaire.

Si telle est la configuration réelle du système mis en place par le projet, il convient que son auteur l'expose expressément et que certaines dispositions du projet (notamment l'article 6) soient modifiées pour mieux traduire cette volonté. Dans ce cas, il s'impose également de préciser que la date du dépôt ou de la communication est bien celle de la date de l'envoi de la communication électronique et non celle de l'impression de sa version papier par le greffe.

4.4. Les mêmes questions se posent, *mutadis mutandis*, en ce qui concerne les communications électroniques des actes mentionnés à l'article 1^{er}, § 1^{er} (lire : 1^o ¹²) du projet. Quel sort devrait leur être réservé, selon l'auteur du projet, par le greffe, destinataire d'une communication électronique de pareils actes, après leur réception ? Le greffe doit-il imprimer ces actes et les joindre au dossier « papier » ou peut-il à son tour, après traitement procédural *ad hoc*, les « charger » dans le « dossier (électronique) existant » dont il est question à l'article 6 du projet ¹³ ?

V. Coordination entre les différents systèmes informatiques mis en place dans le cadre de l'informatisation de la procédure

5. Le projet de loi déposé le 18 janvier 2016 'relatif à l'internement et à diverses dispositions en matière de justice' (dit « pot-pourri III ») ¹⁴ a notamment pour objet d'insérer dans le Code judiciaire la procédure de signification électronique. Celle-ci sera réalisée par le biais d'un système informatique ayant recours aux « adresses judiciaires électroniques » et aux « adresses d'élection de domicile électronique », qui sera géré par la Chambre nationale des huissiers de justice.

Il serait souhaitable qu'au moment de l'informatisation de la procédure judiciaire, une vue d'ensemble des systèmes mis en place soit réalisée.

¹² Voir plus bas, remarques finales et observations de légistique, observation n° 1.

¹³ À titre d'exemple, si un avocat communique électroniquement au greffe une « simple demande écrite », comme l'envisage l'article 747, § 2, alinéa 5, du Code judiciaire, sollicitant la mise en état judiciaire de la cause, le greffe, qui doit, en vertu de la même disposition légale, notifier cette demande aux conseils des autres parties, pourra en principe à son tour recourir à une notification électronique de cette sollicitation. Il reste qu'en l'état actuel du droit, on ignore où l'original de la demande (électronique) de fixation des délais sera conservé : dans le dossier « papier » mentionné à l'article 720 du Code judiciaire, ce qui implique que le greffe imprime la demande et imprime ensuite la notification électronique de celle-ci, ou bien sera-t-elle « versée » dans le « dossier existant » dont il est question à l'article 6 du projet ?

¹⁴ *Doc. parl.*, Chambre, 2015-2016, n° 54-1590/001.

Il conviendrait à cet égard de vérifier s'il n'est pas possible d'harmoniser le système informatique désigné pour la communication et la notification d'actes entre les tribunaux, le ministère public et les services qui dépendent du pouvoir judiciaire, d'une part, et les avocats, huissiers de justice et notaires, d'autre part, via le « réseau e-Box » et le « système e-Deposit », avec le système qu'il est projeté de mettre en place pour les significations électroniques, via le réseau d'« adresses judiciaires électroniques » et d'« adresses d'élection de domicile électronique ». Une multiplication de systèmes de communication électronique distincts dans le domaine judiciaire risque en effet d'être la source d'erreurs et de confusions.

VI. Gestion des utilisateurs et droit d'accès au « système informatique de la Justice »

6.1. Les articles 3 et 7 du projet précisent que le « réseau e-Box » et le « système e-Deposit » ont recours à des techniques informatiques qui :

- préservent l'origine et l'intégrité du contenu de l'envoi au moyen de techniques de sécurisation appropriées ;

- permettent l'identification et l'authentification non équivoques de l'expéditeur et du destinataire, ainsi que la constatation non équivoque du moment de l'envoi et de la réception ;

- garantissent que l'expéditeur reçoit, le cas échéant à sa demande, une preuve de l'envoi et de l'expédition de l'envoi ou de la délivrance de celui-ci au destinataire ;

- assurent l'enregistrement ou la journalisation des données suivantes : « identité de l'expéditeur et du destinataire, les statuts, le moment d'envoyer, de recevoir et d'ouvrir et le numéro unique attribué à l'avis » (pour e-box) ; « celui ou celle qui dépose ou pour qui le mandaté dépose, le mandaté, la pièce ou la conclusion déposée, le moment du dépôt, le dossier dans lequel s'effectue le dépôt et la juridiction compétente, le numéro unique attribué à la pièce ou à la conclusion déposée » (pour e-Deposit) (dans les deux cas, le délai de conservation de ces données est de trente ans) ;

- signalent les défaillances du système.

Enfin, les deux dispositions précitées précisent que tant le « réseau e-Box » que le « système e-Deposit » prévoient « une gestion stricte et adéquate des utilisateurs et des accès ».

6.2. Le texte devrait être revu de manière à le présenter comme énonçant des obligations pesant sur le SPF Justice, désigné comme responsable du traitement des données recueillies au sein des deux « réseau » ou « système », et non comme le simple constat d'un état de choses, dont il est au demeurant impossible de confirmer la réalité à ce stade.

6.3. Il ressort de l'article 32ter, alinéa 3, du Code judiciaire que le recours au « réseau e-Box » et au « système e-Deposit » peut être rendu obligatoire par le Roi notamment à l'égard des professions réglementées mentionnées à l'article 32ter du Code judiciaire¹⁵. Si le Roi met en œuvre cette habilitation, les communications et les dépôts à accomplir par les avocats dans le

¹⁵ Voir ci-dessus l'observation 2.1.

cadre des procédures qu'ils diligenteront pour leurs clients, soit aux greffes, soit entre avocats, devront nécessairement être réalisés par le recours au « système informatique de la Justice » (réseau e-Box et système e-Deposit). Ces actes peuvent être essentiels à la bonne instruction desdites procédures.

6.4. Dans ces conditions, il n'est pas admissible que la « gestion des utilisateurs et des accès » à ces systèmes informatiques relève de la compétence des systèmes informatiques eux-mêmes – sans qu'il soit possible de déterminer qui assure effectivement la gestion et le contrôle de ces systèmes – ni même qu'un quelconque pouvoir d'appréciation soit attribué à l'administration pour donner ou retirer la qualité d'utilisateur ou l'accès au système informatique aux « instances, services et acteurs » de la Justice.

En effet, une gestion inadéquate des utilisateurs ou un refus ou retrait d'accès injustifié pourrait avoir des conséquences dommageables directes sur les modalités d'exercice de leurs fonctions ou professions par ces « instances, services et acteurs ». Un avocat, par exemple, qui n'aurait pas ou plus accès au « système informatique de la Justice » précité pourrait en effet ne plus être en mesure d'exercer sa profession.

6.5. Plutôt que de disposer que « [les systèmes] prévoi[en]t une gestion stricte et adéquate des utilisateurs et des accès », le texte du projet devrait plutôt prévoir, notamment, que tous les avocats, notaires et huissiers de justice disposent de plein droit du droit d'accès et d'utilisation du « système informatique de la Justice » (réseau e-Box et système e-Deposit) et que le SPF Justice est chargé de leur garantir cet accès. Cet accès est en effet directement lié à la reconnaissance par chaque autorité concernée du titre d'avocat, de notaire ou d'huissier de justice.

C'est en tenant compte de ce qui précède qu'il devrait être donné suite à l'invitation faite par la Commission de la protection de la vie privée portant sur la nécessité de traduire l'obligation de « prévoi[r] une gestion stricte et adéquate des utilisateurs et des accès » en l'énoncé des principes à respecter par le responsable des traitements à l'occasion de la gestion du réseau et du système ¹⁶.

VII. Champ d'application du projet

7. Il ressort des précisions données par le SPF Justice sur son site internet qu'en l'état actuel du système, « seules les conclusions et les pièces de dossier dans les affaires civiles sont prises en charge ».

Cette restriction du champ d'application des normes mises en place ne peut se déduire ni du projet d'arrêté à l'examen ni du texte de l'article 32^{ter} du Code judiciaire.

Pour éviter toute insécurité, il serait utile de le préciser dans le texte du projet.

¹⁶ Avis de la Commission de la protection de la vie privée, n° 58/2015, 16 décembre 2015, § 14.

VIII. La garantie du droit au respect de la vie privée

8. Plusieurs des observations générales formulées ci-avant et des observations particulières qui suivent concernent notamment les garanties que le projet doit apporter en vue d'assurer le respect de la vie privée, droit consacré notamment par l'article 22 de la Constitution et l'article 8 de la Convention européenne des droits de l'homme.

Il y a lieu d'observer en outre que l'absence de précision dans le texte quant à la nature des données susceptibles d'être enregistrées via le « réseau e-Box » ou le « système e-Deposit » empêche le Conseil d'État de vérifier si le principe de proportionnalité, inhérent à ce droit, est respecté en l'espèce ¹⁷.

La même question se pose en ce qui concerne la sécurité du réseau et du système envisagés ¹⁸.

Le projet devrait être complété sur ces points.

Il est également renvoyé à l'observation 24 de l'avis précité de la Commission de la protection de la vie privée.

* * *

9. C'est sous ces importantes réserves que sont formulées les observations particulières qui suivent.

OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

Formalités préalables

L'accord du Ministre du Budget ne figure pas au dossier communiqué au Conseil d'État.

L'auteur du projet veillera à l'accomplissement de cette formalité.

Préambule

1. L'alinéa 1^{er} du préambule sera rédigé comme suit :

« Vu le Code judiciaire, l'article 32ter, alinéas 1^{er} et 2, inséré par la loi du 19 octobre 2015 ; » ¹⁹.

¹⁷ En ce sens, l'avis de la Commission de la protection de la vie privée, n° 58/2015, 16 décembre 2015, § 12.

¹⁸ *Ibid.*, § 15.

¹⁹ *Principes de technique législative – Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n° 27, b) et c). Sur la question de savoir s'il y a lieu de se contenter de mentionner l'article 32ter de la loi à l'alinéa 1^{er} du préambule, sans mention des

2. L'avis étant demandé dans un délai de trente jours, il convient de mentionner, à l'alinéa 5 du préambule, que l'avis du Conseil d'État est donné en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973.

Dispositif

Article 1^{er}

1. Dans son avis 58.556/2 donné le 21 décembre 2015 sur un premier projet d'arrêté royal 'portant création de la communication électronique conformément à l'article 32^{ter} du Code judiciaire', le Conseil d'État constatait que « l'arrêté en projet désigne comme systèmes informatiques, d'une part, le 'réseau e-Box' et d'autre part le 'Système e-Deposit'. Le dossier communiqué au Conseil d'État ne contient pas de note au Gouvernement et le rapport au Roi n'expose pas quelle est la nature juridique de ces réseau et système. Invité à les définir et à indiquer si une norme définit ou établit ces services, le délégué du ministre n'a pas davantage répondu ».

2. Dans le commentaire de l'article 3 du projet devenu la loi du 19 octobre 2015 'modifiant le droit de la procédure civile et portant des dispositions diverses en matière de justice', qui a inséré un article 32^{ter} dans le Code judiciaire, le Ministre de la Justice a exposé ce qui suit :

« [...] La Justice a non seulement besoin d'une diminution de la charge de travail et des frais, mais aussi d'une communication électronique rapide et sûre.

Jusqu'à présent, le cadre juridique et la solution technique font défaut pour rendre cette communication électronique possible entre les acteurs de la Justice. Le présent article crée la base juridique qui rend désormais cette communication électronique juridiquement possible.

L'utilisation de simples applications de courrier électronique n'est pas une solution satisfaisante, car elle n'apporte pas de solution en matière d'authentification des expéditeurs et des destinataires des courriers électroniques parmi les acteurs de la Justice. Une adresse électronique unique où un destinataire est censé recevoir sa communication, sa notification ou son dépôt ainsi qu'une garantie quant à l'identité de l'expéditeur s'avèrent nécessaires.

La Justice ne dispose à ce jour d'aucun système informatique (IT) qui organise les notifications, les dépôts ou les communications entre ses propres acteurs. *Vu que le gouvernement fédéral dispose déjà d'un système informatique qui répond aux besoins urgents, il peut répondre, à relativement court terme, à la nécessité d'une plate-forme de communication électronique entre les professionnels au sein de la Justice.*

Les systèmes IT changent constamment. C'est pourquoi on a prévu dans la loi la référence générique au 'système informatique de la Justice', ce qui permet au Roi d'anticiper sur ce qui sera disponible dans le futur en matière de solutions informatiques.

Comme mentionné plus haut, les systèmes informatiques évoluent. Le choix opéré aujourd'hui au sein de la Justice pour la eBox, qui est également utilisée par le SPF

alinéas concernés de cet article 32^{ter}, ce qui impliquerait que l'alinéa 3 de cette disposition serait également mis en œuvre par le projet, il est renvoyé à l'observation générale 2 plus haut.

Sécurité sociale, ne préjuge pas que d'autres services publics devront également travailler à l'avenir avec cette technologie ou qu'au sein de la Justice, on ne puisse pas passer à un système plus efficace dès l'instant où il sera disponible. Au contraire, dès lors qu'une plate-forme informatique est disponible et opérationnelle, et qu'elle fournit au moins les mêmes fonctionnalités, qu'elle peut être utilisée à des conditions plus favorables et qu'elle va devenir la plate-forme standard du gouvernement fédéral, le basculement sera réalisé, de la technologie actuellement sélectionnée vers cette nouvelle plate-forme standard fédérale. Entretemps, avec l'introduction de la plate-forme actuelle e-box, des économies substantielles seront réalisées et la possibilité est enfin offerte à tous les acteurs de la Justice de s'engager avec succès dans la voie de la communication électronique et de bénéficier de ces avantages.

Il est de l'ordre du possible que les acteurs de la Justice et, en particulier, les instances judiciaires, en ce compris le Ministère Public, les greffes et les secrétariats de parquet, les avocats, les huissiers de justice et les notaires puissent désormais communiquer dans le cadre de la procédure judiciaire via une boîte aux lettres électronique au lieu de la boîte aux lettres physique classique. Les gains en termes de coûts, de temps et d'efficacité sont évidents.

[...]

Le Conseil d'État remarque, à juste titre, que cette nouvelle disposition ne crée pas un fondement légal pour une procédure électronique complète, mais seulement pour la communication électronique entre les acteurs mentionnés. Ceci est effectivement le seul but de l'adaptation proposée. S'agissant seulement d'une plateforme de communication électronique pour les acteurs professionnels et la possibilité de leur imposer son usage, le citoyen n'est pas repris dans cet article »²⁰.

3. Si, comme l'a annoncé à l'époque le Ministre de la Justice, « le gouvernement fédéral dispose déjà d'un système informatique qui répond aux besoins urgents » (il s'agit précisément du réseau e-Box), en sorte que la vérification de la compatibilité du projet avec les règles relatives aux marchés publics ne semble plus se poser, il reste qu'il n'apparaît pas possible de préciser sur quel fondement légal reposent les systèmes informatiques e-Box et e-Deposit.

Il est renvoyé sur ce point à l'observation générale 3.

4. En complément à celle-ci, il y a lieu d'observer ce qui suit.

5. Il convient d'abord, moyennant une référence expresse à l'article 32ter, alinéa 1^{er}, du Code judiciaire, que le texte précise que le « réseau e-Box » et le « système e-Deposit » sont créés comme constituant les « systèmes informatiques de la Justice » mentionnés par cette disposition.

6. Il y a lieu ensuite de préciser à quelles communications électroniques le « réseau e-Box », « tel que décrit aux articles 2 à 5 » du projet d'arrêté, s'applique. Il convient de procéder de la même façon pour le système e-Deposit, moyennant une référence aux articles 6 à 9 du projet d'arrêté.

L'article 1^{er} présenterait ainsi un caractère introductif à la suite du projet.

²⁰ Doc. parl., Chambre, 2014-2015, n° 54-1219/001, p. 5 (italiques ajoutés).

En effet, à défaut de définir les termes que le projet utilise, la disposition à l'examen ne permet pas de déterminer ce qui relève du « dépôt » à effectuer via le réseau « e-Box » et ce qui relève du « dépôt » à effectuer via le système « e-Deposit ».

7. Par ailleurs, la notion de « conclusions » devrait être précisée, notamment sur le point de savoir si, par l'usage de cette terminologie précise, l'auteur du projet entend exclure du bénéfice du système e-Deposit, notamment, les « mémoires » qui peuvent être pris dans le cadre de la procédure en cassation²¹. En ce cas, l'auteur du projet devrait être en mesure de justifier cette différence de traitement.

De même, la notion de « pièces », mentionnée au paragraphe 2 (lire : 2°²²) de la disposition en projet, doit être précisée. En effet, la notion de « pièces » peut concerner n'importe quel document, de telle sorte qu'on n'aperçoit pas quel « dépôt » pourrait être alors effectué par le système e-Box. S'il s'agit des pièces produites par chaque partie à leur dossier respectif, il convient de le préciser par référence aux articles 736 et suivants du Code judiciaire.

Article 2

Si l'article 1^{er}, § 1^{er}, (lire : 1°²³) mentionne, dans le cadre du « réseau e-Box », dans la version française du projet, les « notifications », les « communications » et les « dépôts », à l'exclusion des dépôts des conclusions et des pièces, l'article 2 ne mentionne plus que les « communications », ce qui n'est pas justifié, sauf s'il fallait, dans cette disposition, comprendre le terme « communication » comme se rapportant à la communication par voie électronique (phrase liminaire de l'article 1^{er}) d'un acte de procédure en général, quel que soit l'acte effectivement concerné par cette voie de communication [les trois types d'actes mentionnés à l'article 1^{er}, § 1^{er} (lire : 1°²⁴)].

Si cette interprétation doit être retenue, ce qui semble confirmé par la version néerlandaise du projet, qui utilise le terme « mededelingen » à l'article 1^{er}, § 1^{er}, (lire : 1°²⁵) et le terme « communicatie » à l'article 2, alinéa 1^{er}, il conviendrait d'opter pour une autre terminologie à l'article 2, alinéa 1^{er}, de la version française du projet afin d'éviter toute confusion entre la communication électronique visée par cette disposition et la communication intervenant entre, par exemple, un avocat et le greffe, dont il est question à l'article 1^{er}, § 1^{er} (lire : 1°²⁶)²⁷.

La même observation vaut pour l'article 4, alinéa 4, du projet.

²¹ Voir not. l'article 1092 du Code judiciaire.

²² Voir plus bas, Remarques finales et observations de légistique, observation n° 1.

²³ *Ibid.*

²⁴ *Ibid.*

²⁵ *Ibid.*

²⁶ *Ibid.*

²⁷ Telle que, pour reprendre l'exemple déjà cité, la communication par un avocat au greffe de la « simple demande écrite » visée à l'article 747, § 2, alinéa 5, du Code judiciaire.

Articles 3 et 7

1. Le texte en projet n'expose pas comment la confidentialité du contenu de certaines communications, de certaines conclusions ou de certaines pièces pouvant être déposées dans le cadre d'une procédure ²⁸ sera garantie, notamment à l'égard des personnes chargées de gérer les systèmes informatiques concernés par l'arrêté en projet, ou encore de procéder aux techniques de chiffrement dont il est fait état dans le rapport au Roi.

Il en va de même du secret professionnel de l'avocat, qui pourrait couvrir tous ou certains éléments d'une communication réalisée via le « réseau e-Box ».

À cet égard, la Commission de la protection de la vie privée, dans son avis précité n° 58/2015 sur l'avant-projet, souligne ce qui suit :

« L'article 3 du projet énumère de manière générale les techniques informatiques que le réseau e-Box utilisera en vue notamment de réaliser les exigences imposées par l'article 16 de la LVP en matière de confidentialité et de sécurité. Sur la base du manuel de l'e-Box qui a été transmis à la Commission [...], elle peut toutefois difficilement évaluer si le réseau conçu par le SPF Justice assurera un niveau de sécurité adéquat, compte tenu de l'état de la technique d'une part et de la sensibilité des données en question d'autre part » (§ 15).

Il s'impose en conséquence que la confidentialité du contenu des documents communiqués via e-Box ou déposés via e-Deposit soit expressément garantie par l'ajout d'un tiret spécifique aux articles 3 et 7 du projet.

2. Au premier tiret des articles 3, alinéa 1^{er}, et 7, alinéa 1^{er}, l'expression « préserver l'origine de l'envoi » manque de clarté.

S'il s'agit, comme le suppose la Commission de la protection de la vie privée ²⁹, de l'identité de celui qui a envoyé le document, cela devrait être énoncé comme tel dans le texte.

3. La portée des mots « le cas échéant à sa demande », figurant à l'article 3, alinéa 1^{er}, troisième tiret, du projet n'apparaît pas clairement.

Il convient de clarifier si l'expéditeur reçoit d'office « une preuve de l'envoi et de l'expédition de l'envoi ou de la délivrance de celui-ci au destinataire » ou s'il ne reçoit une telle preuve qu'à sa demande.

La même observation vaut pour l'article 7, alinéa 1^{er}, troisième tiret.

²⁸ À titre d'exemple, dans un arrêt du 2 novembre 2012, la Cour de cassation a admis que, certaines données sensibles d'une partie à la cause étant couvertes par le secret des affaires, elles pouvaient, dans certaines circonstances échapper au principe du contradictoire, seul le juge pouvant en avoir connaissance. Or, de telles données, strictement confidentielles, pourront figurer dans des conclusions et/ou des pièces déposées via le système e-Deposit.

²⁹ Avis de la Commission de la protection de la vie privée, n° 58/2015, 16 décembre 2015, § 16.

4. Les articles 3, alinéa 1^{er}, quatrième tiret, et 7, alinéa 1^{er}, quatrième tiret, prévoient que les données qu'ils énumèrent seront conservées pendant un délai de trente ans.

Eu égard à la nature des données, qui peuvent être nécessaires pour apprécier la validité d'une procédure, le délai de trente ans apparaît insuffisant dès lors que certains recours peuvent être introduits pendant ce délai à dater du prononcé de la décision. Ainsi, l'article 1128, alinéa 1^{er}, du Code judiciaire énonce que la tierce-opposition se prescrit par trente ans lorsque la décision n'a pas été signifiée au tiers opposant. Une contestation, dans le cadre d'un tel recours, pourrait porter sur la validité de la procédure poursuivie précédemment en sorte que les données informatiques concernant les actes de procédures devront pouvoir être vérifiées.

La conservation de ces données doit donc être au minimum maintenue tant que la décision rendue à l'issue de la procédure au cours de laquelle ces actes ont été posés est susceptible d'un recours, ordinaire ou extraordinaire. Si un recours est effectivement introduit, le délai de trente ans qui viendrait à échéance en cours de procédure de recours devrait être prolongé jusqu'à l'issue de cette procédure.

5. À l'article 3, alinéa 1^{er}, quatrième tiret, première phrase, il est fait mention d'un « avis » non autrement précisé. On suppose qu'il s'agit d'un document énonçant les données énumérées dans cette même phrase, à savoir « l'identité de l'expéditeur et du destinataire, les statuts, le moment d'envoyer, de recevoir et d'ouvrir, et le numéro unique attribué à l'avis ».

Le texte pourrait être clarifié en insérant, entre le mot « assurent » et les mots « l'enregistrement ou la journalisation », les mots « dans un avis », si telle est l'intention de l'auteur du projet.

La même observation vaut pour l'article 7, alinéa 1^{er}, quatrième tiret, du projet.

6. L'avis précité de la Commission pour la protection de la vie privée contient en son paragraphe 17 le commentaire suivant :

« Les techniques mentionnées à l'article 3 du projet sont identiques à celles mentionnées à l'article 7 de ce même projet³⁰. Le rapport au Roi ne fait toutefois mention d'une authentification à deux facteurs³¹ que pour l'article 7 concernant l'expéditeur, sans autre explication. La manière dont on souhaite mettre en œuvre cette authentification ou la motivation pour laquelle l'e-Box nécessiterait une approche moins stricte que pour l'e-Deposit font toutefois défaut ».

Le Conseil d'État n'aperçoit pas si et de quelle manière il aurait été tenu compte de cette observation.

³⁰ Note 9 de l'avis cité : Cet article énumère les techniques informatiques qui seront utilisées par e-Deposit.

³¹ Note 10 de l'avis cité : Une authentification à deux facteurs requiert deux ou plusieurs moyens (facteurs) d'authentification, qui sont : quelque chose que l'utilisateur sait, quelque chose que l'utilisateur détient, quelque chose que l'utilisateur est.

Articles 4 et 8

1. L'article 4 énonce que les envois effectués via le « réseau e-Box » peuvent présenter les « statuts » (ou états) suivants : « envoyé », « reçu » et « ouvert ». Il décrit ensuite la portée de ces « statuts ».

2. Le Conseil d'État ne perçoit pas la pertinence de la distinction entre le statut « reçu » et le statut « ouvert » dès lors que l'ouverture d'un acte envoyé ne conditionne pas la régularité de l'envoi.

De plus, dans son avis précité, la Commission de la protection de la vie privée a souligné que, « [d]ans la mesure où le système contrôlerait l'ouverture/la lecture de documents dans l'e-Box, il s'agirait donc d'un traitement de données illégitime et disproportionné »³².

Il y a donc lieu d'omettre, dans l'article 4, toute référence au statut « ouvert ».

3. L'article 4, alinéa 4, précise que la communication est présumée avoir lieu à la « date du moment de l'envoi », mais à condition que cet envoi bénéficie du statut « reçu » ou « ouvert ». La même règle s'applique *mutadis mutandis*, en vertu de l'article 8, alinéa 3, du projet, aux dépôts dont il est question à l'article 1^{er}, § 2 (lire : 2°)³³.

Aucune précision n'est donnée quant aux circonstances dans lesquelles le statut « reçu » ou « ouvert » (pour les communications via e-Box) ou « déposé » (pour les dépôts via e-Deposit) est accordé à un envoi, ni quant au moment où ce statut est accordé. Or, la date effective de la communication ou du dépôt d'un acte peut se révéler essentielle pour la validité de la procédure et la garantie des droits de la défense des parties. Ce moment ne peut dès lors pas dépendre d'un événement indéterminé dans son principe et dans le temps, ni sur lequel l'expéditeur ne dispose d'aucun contrôle.

Ainsi, à titre d'exemple, dans le contexte non électronique, lorsqu'une notification fait courir un délai, celui-ci court à l'égard du destinataire de l'acte, soit à dater du lendemain de la présentation du pli à son destinataire par les services de la poste, lorsqu'elle s'opère par pli judiciaire ou recommandé avec accusé de réception, soit à partir du troisième jour ouvrable qui suit la remise du pli aux services de la poste, dans les autres cas³⁴.

Les articles 4 et 8 seront complétés pour tenir compte de la présente observation.

4. Dans le système de communication électronique envisagé, la notification sera présumée accomplie, selon l'article 4, alinéa 4, au moment de l'envoi, à condition que l'envoi acquière le statut de « reçu » ou d'« ouvert ». Cette condition est susceptible de créer une insécurité procédurale pour l'expéditeur de l'acte.

³² Avis de la Commission de la protection de la vie privée, n° 58/2015, 16 décembre 2015, § 18, *in fine*.

³³ Voir plus bas, Remarques finales et observations de légistique, observation n° 1.

³⁴ Article 53bis du Code judiciaire.

De même, dans le contexte non numérique, des conclusions sont déposées au greffe, soit au moment où le greffe réceptionne le pli postal envoyé par le concluant, soit au moment où le concluant vient remettre physiquement ses conclusions au greffe. Dans cette dernière hypothèse, la date du dépôt est certaine et contrôlée par le déposant. Dans le système e-Deposit, la date du dépôt est, en vertu de l'article 8, alinéa 3, celle « du moment du dépôt » (c'est-à-dire du moment où le fichier contenant le document est « chargé [...] dans un dossier [électronique] pendant auprès d'un tribunal »³⁵), mais à condition (« pour autant ») que celui-ci bénéficie du statut « déposé ».

Au risque de créer une insécurité incompatible avec les exigences procédurales, il convient de mettre en place un système permettant à celui qui notifie, communique ou dépose, de déterminer de façon certaine le moment où intervient cette notification, cette communication ou ce dépôt et de contrôler leur effectivité. En principe, en cas de communication électronique, sauf dysfonctionnement technique, l'envoi et la réception de l'acte s'opèrent simultanément ou quasi simultanément. Dans ces conditions, à l'égard de l'expéditeur, l'envoi ou le dépôt peuvent être présumés accomplis au moment où ces actes sont effectivement accomplis, sans autre condition.

Il s'impose toutefois de pouvoir déterminer également le moment de la réception de l'acte afin de garantir les droits du destinataire de celui-ci, notamment lorsque l'envoi et la réception ne sont pas concomitants ou que la réception ne s'opère pas en raison d'un dysfonctionnement du système.

Comme le Conseil d'État a eu l'occasion de le suggérer dans son avis 58.416/2-3 donné le 11 décembre 2015 sur l'avant-projet de loi 'relatif à l'internement et à diverses dispositions en matière de Justice' à propos du système de signification électronique³⁶, afin de garantir également les droits des parties expéditrice et destinataire de l'acte communiqué par voie électronique, rien ne s'opposerait à ce que le régime de la double date soit retenu en l'espèce, comme le législateur l'a fait en ce qui concerne la date de la notification « papier »³⁷.

Articles 5 et 9

1. Les articles 5 et 9 prévoient qu'en cas de dysfonctionnement du « réseau e-Box » ou du « système e-Deposit », générant des défaillances qui auraient pour conséquence, selon le rapport au Roi, la non réalisation de la notification, de la communication ou du dépôt de l'acte, « une défaillance du système est notifiée à l'expéditeur ». Il est précisé que « cette notification tient lieu de preuve ».

Le rapport au Roi précise qu'en ce qui concerne le « réseau e-Box », « cette notification doit permettre aux utilisateurs de prendre connaissance d'un dysfonctionnement – et partant du défaut d'exécution de l'acte – et d'en apporter la preuve ». En ce qui concerne le

³⁵ Avis de la Commission de la protection de la vie privée, n° 58/2015, 16 décembre 2015, § 19.

³⁶ *Doc. parl.*, Chambre, 2015-2016, n° 1590/1, p. 277.

³⁷ Ainsi, à titre d'exemple, la date de l'acte est pour le requérant la date du dépôt de sa requête au greffe et, pour le destinataire par contre, la date qui sera prise en compte (selon les modalités fixées à l'article 53bis du Code judiciaire) est celle de la notification de la requête par le greffe.

« système e-Deposit », le rapport au Roi précise que « les utilisateurs peuvent prendre connaissance du dysfonctionnement ou du défaut d'exécution et en apporter la preuve (en cas de dépôt hors délai, par exemple) ».

2. Le dispositif de l'arrêté en projet, tel qu'il est explicité par le rapport au Roi, suscite un double questionnement :

1° Il n'est apparemment rien prévu si le dysfonctionnement porte également sur la notification de la défaillance à l'expéditeur, qui dans ce cas restera dans l'ignorance de la défaillance du système et/ou dans l'impossibilité matérielle d'en apporter la preuve. Le Conseil d'État s'interroge toutefois sur la solution qui pourrait être apportée à une telle situation problématique.

2° La notification de la défaillance a pour but de permettre à l'expéditeur d'apporter la preuve de celle-ci (« en cas de dépôt hors délai, par exemple », précise le rapport au Roi). L'intérêt de disposer de cette preuve est sans doute de pouvoir invoquer une cause d'excuse évasive de la responsabilité (force majeure) du non respect d'un délai de procédure. Si telle est l'intention de l'auteur du projet, celui-ci gagnerait en clarté si elle était explicitement exprimée.

Article 6

Il est renvoyé aux observations générales, spécialement celles formulées au point IV.

Article 10

En vertu de l'article 10, l'arrêté en projet entrerait en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Le rapport au Roi ne justifie pas cette dérogation aux règles d'entrée en vigueur et on ne l'aperçoit pas. L'article 10, alinéa 1^{er}, sera omis.

REMARQUES FINALES ET OBSERVATIONS DE LÉGISTIQUE

1. L'énumération contenue dans l'article 1^{er} se fera en utilisant les subdivisions « 1° » et « 2° », et non « § 1^{er} », « § 2 »³⁸.

Les renvois à ces subdivisions, contenus dans la suite du texte, seront adaptés en conséquence.

2. À l'article 3, alinéa 1^{er}, quatrième tiret, les mots « le moment d'envoyer, de recevoir et d'ouvrir » seront remplacés par les mots « le moment de l'envoi, de la réception et de l'ouverture ».

³⁸ *Principes de technique législative – Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n° 58, b).

3. Dans la version française du projet, il convient d'ajouter, à la fin de la deuxième phrase de l'article 5, les mots « de cette défaillance ».

La même observation vaut pour l'article 9.

4. La version française de l'article 7, alinéa 1^{er}, quatrième tiret, serait mieux rédigée comme suit, si telle est l'intention de l'auteur du projet :

« - assurent, dans un avis, l'enregistrement ou la journalisation des données suivantes : l'identité de la personne effectuant le dépôt ou pour laquelle le dépôt est effectué ; le cas échéant, l'identité du mandataire par l'intermédiaire duquel le dépôt est effectué ; la ou les pièces ou les conclusions déposées ; le moment du dépôt ; le numéro de rôle du dossier dans lequel s'effectue le dépôt ; la juridiction saisie de ce dossier ; le numéro unique attribué à la pièce ou aux pièces déposées, ou aux conclusions déposées ; et le numéro unique attribué à l'avis ; » .

La version néerlandaise de cette disposition sera rédigée ainsi qu'il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

5. Il ne convient pas d'introduire, dans une énumération, une phrase incidente, c'est-à-dire une phrase qui interrompt l'énumération pour y introduire un élément accessoire propre à un élément énuméré³⁹. La phrase précisant le délai de conservation des données, qui constitue actuellement l'article 3, alinéa 1^{er}, quatrième tiret, deuxième phrase, du projet, deviendra le nouvel alinéa 2 de cet article, l'actuel alinéa 2 devenant l'alinéa 3.

La même observation vaut pour l'article 7, alinéa 1^{er}, quatrième tiret, deuxième phrase.

6. Dans la version française du projet, il y a lieu d'écrire, à l'article 8, alinéa 3, « visé » et non « visée ».

*

³⁹ *Ibid.*, recommandation n° 60.

ALGEMENE OPMERKINGEN

I. Strekking van het ontwerp

1.1. De ontworpen tekst strekt ertoe het “informaticasysteem van Justitie” aan te wijzen waarvan sprake is in artikel 32*ter* van het Gerechtelijk Wetboek, ingevoegd bij de wet van 19 oktober 2015 ‘houdende wijziging van het burgerlijk procesrecht en houdende diverse bepalingen inzake justitie’, en “de nadere regels van dat informaticasysteem” te bepalen.

Artikel 32*ter* van het Gerechtelijk Wetboek luidt als volgt:

“Elke kennisgeving of mededeling aan of neerlegging bij de hoven of rechtbanken, het openbaar ministerie of diensten die afhangen van de rechterlijke macht, met inbegrip van de griffies en parketsecretariaten, of elke kennisgeving of mededeling aan een advocaat, een gerechtsdeurwaarder of een notaris, door de hoven of rechtbanken, het openbaar ministerie of diensten die afhangen van de rechterlijke macht, met inbegrip van de griffies en parketsecretariaten, of door een advocaat, een gerechtsdeurwaarder of een notaris, kan gebeuren door middel van het informaticasysteem van Justitie dat door de Koning wordt aangewezen.

De Koning bepaalt de nadere regels van dat informaticasysteem, waarbij de vertrouwelijkheid en effectiviteit van de communicatie worden verzekerd.

Het gebruik van het voormelde informaticasysteem kan door de Koning aan de instanties, diensten of actoren vermeld in het eerste lid of sommigen onder hen worden opgelegd.”

1.2. Luidens artikel 1 van het ontwerp wordt het “e-Box netwerk” aangewezen “[v]oor de kennisgevingen of mededelingen en de neerleggingen”, met uitzondering van de “neerlegging van conclusies en stukken”, waarvoor het “e-Deposit systeem” aangewezen wordt.

Artikel 2 bevat de volgende algemene regel:

“Alle communicatie tussen de afzender en de bestemming zoals bepaald in artikel 1 § 1 (lees: artikel 1, 1^o),¹ gebeurt via het netwerk van beveiligde e-Boxen (...)”.

Omgekeerd bepaalt artikel 6 van het ontwerp dat conclusies en stukken via het e-Depositsysteem kunnen worden neergelegd.

II. Noodzakelijke preciseringen in verband met de eventuele tenuitvoerlegging van de machtiging bepaald in artikel 32*ter*, derde lid, van het Gerechtelijk Wetboek

2. Artikel 2, eerste lid, is aldus gesteld dat daarbij verplicht wordt het e-Boxnetwerk te gebruiken.

De Koning is bij artikel 32*ter*, derde lid, van het Gerechtelijk Wetboek inderdaad gemachtigd om aan de “instanties, diensten of actoren” vermeld in het eerste lid van die wetsebepaling op te leggen gebruik te maken van het informaticasysteem dat Hij aanwijst.

¹ Zie *infra*, Slotopmerkingen en wetgevingstechnische opmerkingen, opmerking 1.

De steller van het ontwerp wordt evenwel verzocht opnieuw na te gaan of zulks wel zijn bedoeling is, wat weinig waarschijnlijk is, en in overeenstemming daarmee artikel 2, eerste lid, van het ontwerp opnieuw formuleren, bijvoorbeeld door het woord “gebeurt” te vervangen door de woorden “kan geschieden”. In dat laatste geval moet ook het eerste lid van de aanhef worden herzien opdat daar alleen artikel 32*ter*, eerste en tweede lid, van het Gerechtelijk Wetboek wordt vermeld.

III. Reglementaire status van het “e-Box netwerk” en van het “e-Deposit systeem”

3. Artikel 1 van het ontwerp houdt alleen de aanwijzing in van een “netwerk” en een “systeem” die reeds in feite bestaan, maar daarbij wordt niet overgegaan tot de eigenlijke juridische totstandbrenging van dat netwerk en dat systeem.

Volgens de inlichtingen die de gemachtigde van de minister heeft verstrekt, worden dat “netwerk” en dat “systeem” niet in een andere regelgeving gedefinieerd en zou het niet mogelijk zijn ze in het voorliggende ontwerp nader te omschrijven:

“het is niet gebruikelijk om informaticasystemen op zich te definiëren in een klassieke definitie. De handelingen die daarentegen via het e-Box netwerk en e-Deposit systeem zullen gebeuren, worden wel omschreven in het koninklijk besluit”.

Hoewel het inderdaad niet nodig is om het in het vooruitzichtgestelde informaticanetwerk en –systeem in detail te beschrijven, neemt zulks niet weg dat in het dispositief overgegaan zou moeten worden tot de eigenlijke normatieve totstandbrenging van dat “netwerk” en dat “systeem” zodat daaraan een reglementair bestaan wordt gegeven op basis van de machtiging die dienaangaande bij artikel 32*ter*, eerste lid, *in fine*, van het Gerechtelijk Wetboek aan de Koning is verleend. Hiervoor volstaat het niet louter te verwijzen naar bestaande technische procedés, en zulks geldt des te meer daar het, althans wat het “e-Box netwerk” betreft, lijkt te gaan om een technische voorziening die van algemene aard is en die in andere wetgevende of regelgevende contexten wordt gebruikt.

Het advies van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer meldt hierover het volgende:

“De bestaande eBox-technologie, initieel ontwikkeld voor de sociale zekerheid, werd aangepast met het oog op een veralgemeend gebruik (enkel ontvangen van berichten verzonden door de overheid) door alle Belgische burgers en ondernemingen. Online opslag en toegangscontrole met de elektronische identiteitskaart (voor burgers) zorgen voor een gegarandeerde, vertrouwelijke ontvangst bij de juiste bestemming. De eBox kan worden ingezet door alle overheidsdiensten die dat wensen.

Zie o.a. op <https://www.socialsecurity.be/nl/citizen/static/infos/ebox/transit.htm> (burgers) en https://www.socialsecurity.be/site_nl/general/helpcentre/ebox/transit.htm (ondernemingen).

De dienst eHealthBox heeft tot doel voor alle actoren in de gezondheidszorg een elektronische en beveiligde brievenbus beschikbaar te stellen die toelaat om berichten te verzenden en te lezen.

Zie o.a. op <https://www.ehealth.fgov.be/nl/support/basisdiensten/beveiligde->

elektronische-brievenbus-ehbox”.²

Overigens zou het een goede zaak zijn als het netwerk dat men tot stand aan het brengen is, dat dus de “e-Box”-technologie zou gebruiken, een benaming zou krijgen die specifiek geldt voor de toepassing die het ontwerp beoogt. De Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer stelt in dat verband de naam “eJustbox” voor.³

Voorts zou het verslag aan de Koning op nuttige wijze kunnen worden aangevuld met een uiteenzetting van de belangrijkste technische elementen die het “netwerk” en het “systeem” vormen die door het ontwerp tot stand worden gebracht.

IV. De omstandigheid dat het “elektronisch gerechtelijk dossier” wettelijk gezien niet bestaat

4.1. In artikel 2 van het ontwerp wordt bepaald dat de e-Boxen door de federale overheidsdienst Justitie ter beschikking van de gebruikers worden gesteld. Uit het advies van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer over een vorige versie van het ontwerp blijkt dat het in feite gaat om

“een systeem van beveiligde elektronische brievenbussen voor bi-directionele en geadresseerde communicatie – ter beschikking gesteld door de FOD Justitie – waarin de titularis van de eBox berichten kan ontvangen en van waaruit hij berichten kan verzenden”.⁴

Voorts vloeit uit artikel 1, § 2 (lees: 2°),⁵ *juncto* artikel 6 van het ontwerp voort dat door middel van het “e-Deposit systeem”

“conclusies en overtuigingsstukken kunnen worden neergelegd (=opgeladen) in een dossier dat aanhangig is bij een gerecht. Het betreft hier een vorm van niet-geadresseerde en uni-directionele communicatie. Het is dus een dossier-gebonden toepassing op niveau van een bepaalde zaak. Volgens verstrekte informatie is dit systeem op het niveau van de hoven van beroep in burgerlijke zaken al enige tijd operationeel”.⁶

Uit artikel 6 van het ontwerp volgt dat het gebruik van het e-Depositsysteem noodzakelijkerwijs impliceert dat er op de griffies van de justitiële gerechten een “elektronisch dossier” bestaat. Luidens artikel 6 kunnen de advocaten hun conclusies en hun stukken immers “in een bestaand dossier [neerleggen] door deze op te laden via het beveiligde e-Deposit systeem”.⁷ Bij de huidige stand van het gerechtelijk recht bestaat er echter nog geen “elektronisch

² Advies nr. 58/2015 van 16 december 2015 van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer, punt 7, voetnoten 4 en 5.

³ *Ibid.*, punt 7.

⁴ *Ibid.*, punt 8.

⁵ Zie *infra*, Slotopmerkingen en wetgevingstechnische opmerkingen, opmerking 1.

⁶ Advies nr. 58/2015 van 16 december 2015 van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer, punt 19.

⁷ Dat blijkt ook uit de toelichtingen bij het e-Depositsysteem die de FOD Justitie op zijn website geeft: “Wat is e-Deposit? e-Deposit staat voor het elektronisch neerleggen (uploaden) van stukken (conclusies, stukkenbundels, ...). Via een internetsite kunnen stukken *in een bepaald dossier* binnen een resp. instantie worden neergelegd,

gerechtelijk dossier” bij de griffies van de hoven en rechtbanken.

De wetten waarbij het informatiesysteem “Phenix” ingevoerd is, voorzagen reeds in een dergelijk dossier. Maar in de artikelsgewijze bespreking van het ontwerp dat ontstaan heeft gegeven aan de wet van 19 oktober 2015 ‘houdende wijziging van het burgerlijk procesrecht en houdende diverse bepalingen inzake justitie’ heeft de minister van Justitie het volgende gesteld als antwoord op een opmerking in advies 57.529/2-3 van de Raad van State van 11 juni 2015:

“Terecht merkt de Raad van State ook op dat het gewijzigd artikel in conflict zou kunnen komen met bepalingen van de zogenaamde ‘Phenixwetten’ die nog niet in werking zijn getreden. Deze mogelijke conflictsituaties zullen echter voor zoveel als nodig weggewerkt worden door een wetgevend initiatief, alvorens die bepalingen van de Phenixwetten in werking treden.”⁸

In het voornoemde advies 57.529/2-3 had de afdeling Wetgeving van de Raad van State overigens reeds geconstateerd, zonder daarin te worden tegengesproken, dat

“[u]it de bespreking van het ontworpen artikel 32ter kan worden opgemaakt dat de bepalingen van de Phenixwetten II en III die precies op de elektronische procedure betrekking hebben nooit in werking zullen treden, aangezien een ander project voor de informatisering van Justitie in het vooruitzicht wordt gesteld (volgens de bespreking van het artikel is dat thans het eBox-systeem of elk ander efficiënter systeem dat in de toekomst beschikbaar zal zijn)”.⁹

4.2. In die omstandigheden lijkt het ontwerpbesluit dat om advies aan de Raad van State is voorgelegd, te vroeg te komen, aangezien het vereist dat eerst een “elektronisch gerechtelijk dossier” in het leven wordt geroepen vooraleer de procedures die bij het ontwerp worden ingesteld, daadwerkelijk ten uitvoer kunnen worden gelegd. Het huidige gerechtelijk dossier waarvan in de artikelen 720 en 721 van het Gerechtelijk Wetboek sprake is, is een fysiek dossier dat door de griffie voor elke nieuwe zaak wordt aangelegd en waarin de “papieren” versie van de documenten vermeld in artikel 721 worden geklasseerd. Het is voor een rechtzoekende materieel onmogelijk om via zijn advocaat een conclusie of stukken in digitale vorm in dat “papieren” dossier “neer te leggen” door middel van het “e-Deposit systeem”.¹⁰

Zo ook wordt in artikel 725 van het Gerechtelijk Wetboek bepaald dat “[i]edere partij (...) zich een eensluidend verklaard afschrift van de stukken [kan] doen afgeven door de griffier die het dossier onder zich heeft”. Bij de huidige stand van het recht kan het dossier dat in deze bepaling wordt bedoeld, alleen het “papieren” dossier zijn waarvan in artikel 720 van hetzelfde Wetboek sprake is.

waarbij meteen een ontvangstbewijs wordt afgeleverd” (http://justitie.belgium.be/nl/rechterlijke_orde/e-services/e-deposit) (eigen cursivering).

⁸ Parl.St. Kamer 2014-15, nr. 54-1219/001, 7.

⁹ Ibid., 107.

¹⁰ De verplichting die bij artikel 720, tweede lid, van het Gerechtelijk Wetboek aan de griffie wordt opgelegd om de datum van de inschrijving op de rol en het nummer “op de omslag van het dossier” te schrijven, toont aan dat het noodzakelijkerwijs om een “papieren” dossier gaat. In de “Phenixwet” was overigens bepaald dat dit tweede lid moest vervallen.

De wetgever dient het digitaal gerechtelijk dossier in te voeren voordat in het besluit, over het ontwerp waarvan het voorliggende advies wordt gegeven, kan worden bepaald dat elektronische conclusies of stukken kunnen worden neergelegd “in een bestaand dossier”, dat tot nog toe geen enkel wettelijk bestaan heeft.

Die noodzaak is des te dwingender daar de neerlegging, in het “dossier van de rechtspleging”, van conclusies of van stukken belangrijke gevolgen kan hebben voor de procedure.¹¹ Bijgevolg moet men het tijdstip van die neerlegging nauwkeurig kunnen bepalen en moet voorts elke partij in de procedure te allen tijde toegang kunnen hebben tot het dossier van de rechtspleging, in het bijzonder om de regelmatigheid van die rechtspleging te kunnen nagaan. Aangezien het elektronisch dossier momenteel geen enkel wettelijk bestaan heeft, kunnen de nadere regels volgens welke de partijen toegang hebben tot het elektronisch dossier, maar moeilijk in de ontworpen tekst worden vastgelegd.

4.3. De zaken zouden anders liggen in de interpretatie volgens welke de griffie tot taak zou hebben om na de elektronische indiening van conclusies of stukken via het “e-Deposit systeem” de digitale documenten die een partij (via haar advocaat) heeft overgezonden in “papieren” documenten om te zetten (door ze af te drukken) en ze vervolgens toe te voegen aan het (papieren) dossier van de rechtspleging waarin de artikelen 720 en 721 van het Gerechtelijk Wetboek voorzien.

Indien het systeem dat bij het ontwerp wordt opgezet werkelijk een dergelijke strekking heeft, moet de steller van het ontwerp dat uitdrukkelijk vermelden en moeten enkele bepalingen van het ontwerp (inzonderheid artikel 6) aldus worden gewijzigd dat ze die bedoeling beter weergeven. In dat geval moet ook worden gepreciseerd dat de datum van de neerlegging of van de mededeling wel degelijke de datum is waarop de elektronische mededeling is verzonden en niet de datum waarop de griffie de papieren versie ervan heeft afgedrukt.

4.4. Dezelfde vragen rijzen *mutatis mutandis* in verband met de elektronische mededelingen van de handelingen vermeld in artikel 1, § 1 (lees: 1°),¹² van het ontwerp. Wat moet de griffie waaraan dergelijke handelingen elektronisch worden meegedeeld, volgens de steller van het ontwerp daarmee doen zodra ze die ontvangt? Moet ze die handelingen afdrukken en bij het “papieren” dossier voegen of mag ze die, na een procedurele behandeling *ad hoc*, op haar beurt “opladen” in het “bestaand [elektronisch] dossier” waarvan in artikel 6 van het ontwerp sprake is?¹³

¹¹ Inzonderheid de stuiting van de verjaring of het ingaan van de termijn gedurende welke de interessen lopen.

¹² Zie *infra*, slotopmerkingen en wetgevingstechnische opmerkingen, opmerking 1.

¹³ Wanneer bijvoorbeeld een advocaat met een elektronisch ingediend “gewoon schriftelijk verzoek”, zoals bedoeld in artikel 747, § 2, vijfde lid, van het Gerechtelijk Wetboek, om de instaatstelling van de zaak verzoekt, kan de griffie, die dat verzoek krachtens dezelfde wettelijke bepaling aan de raadslieden van de andere partijen ter kennis moet brengen, die kennisgeving in principe op haar beurt elektronisch doen. Dat neemt niet weg dat men bij de huidige stand van het recht niet weet waar het origineel van het (elektronisch) verzoek tot vaststelling van de termijnen moet worden bewaard: wordt het geklasseerd in het “papieren” dossier vermeld in artikel 720 van het Gerechtelijk Wetboek, wat betekent dat de griffie het verzoek en vervolgens de elektronische kennisgeving van dat verzoek afdrukt, of wordt het “opgeladen” in het “bestaand dossier” waarvan in artikel 6 van het ontwerp sprake is?

V. Coördinatie tussen de verschillende informaticasystemen ingevoerd in het kader van de informatisering van de procedure

5. Het op 18 januari 2016 ingediende wetsontwerp ‘houdende internering en diverse bepalingen inzake justitie’ (“Potpourri III” genoemd)¹⁴ strekt er onder meer toe de procedure van elektronische betekening in te voegen in het Gerechtelijk Wetboek. Die elektronische betekening zal verlopen via een informaticasysteem waarbij gebruik wordt gemaakt van de “gerechtelijke elektronische adressen” en van de “adressen van elektronische woonstkeuze” en dat door de Nationale Kamer van Gerechtsdeurwaarders zal worden beheerd.

Het zou goed zijn als bij de informatisering van de gerechtelijke procedure een overzicht zou worden gegeven van de ingevoerde systemen.

In dat verband zou moeten worden nagegaan of het informaticasysteem dat aangewezen wordt voor de mededeling en de kennisgeving van akten tussen de rechtbanken, het openbaar ministerie en de diensten die onder de rechterlijke macht ressorteren, enerzijds, en de advocaten, gerechtsdeurwaarders en notarissen, anderzijds, via het “e-Box netwerk” en het “e-Deposit systeem” niet kan worden afgestemd op het systeem dat men voornemens is in te voeren voor de elektronische betekeningen, via het netwerk van “gerechtelijke elektronische adressen” en van “adressen van elektronische woonstkeuze”. Als er veel onderscheiden elektronische-communicatiesystemen op justitieel gebied komen, kan dat immers aanleiding geven tot vergissingen en verwarring.

VI. Gebruikersbeheer en recht van toegang tot het “informaticasysteem van Justitie”

6.1. In de artikelen 3 en 7 van het ontwerp wordt bepaald dat het “e-Box netwerk” en het “e-Deposit systeem” gebruikmaken van informatietechnieken die:

- de oorsprong en de integriteit van de inhoud van de zending verzekeren door middel van aangepaste beveiligingstechnieken;

- toelaten dat de afzender en bestemming ondubbelzinnig kan worden geïdentificeerd en geauthenticeerd en dat het tijdstip van de verzending en ontvangst ondubbelzinnig kan worden vastgesteld;

- er voor zorgen dat de afzender, in voorkomend geval op zijn verzoek, een bewijs ontvangt van de verzending en van de afgifte of van de aflevering van de zending aan de bestemming;

- registreren of loggen van de volgende gegevens: “de identiteit van de afzender en bestemming, de statussen, het tijdstip van verzenden, ontvangen en openen en het uniek nummer toegekend aan het bericht” (voor e-Box); “hij of zij die neerlegt of voor wie de gemandateerde neerlegt, de gemandateerde, het neergelegde stuk of de neergelegde conclusie, het tijdstip van neerleggen, het dossier waarin neergelegd wordt en het bevoegde gerecht, het uniek nummer toegekend aan het neergelegde stuk of de neergelegde conclusie” (voor e-Deposit) (in

¹⁴ Parl.St. Kamer 2015-16, nr. 54-1590/001.

beide gevallen bedraagt de bewaartermijn van die gegevens dertig jaar);

- systeemfouten melden.

Ten slotte wordt er in beide voornoemde bepalingen op gewezen dat zowel het “e-Box netwerk” als het “e-Deposit systeem” voorzien in “een strikt en adequaat gebruikers- en toegangsbeheer”.

6.2. De tekst zou aldus moeten worden herzien dat hij zich aandient als een opsomming van de verplichtingen die rusten op de FOD Justitie, die aangewezen wordt als verantwoordelijke voor de verwerking van de in beide “netwerken” of “systemen” verzamelde gegevens en niet als een loutere vaststelling van een stand van zaken, van welke vaststelling in dit stadium overigens niet kan worden bevestigd of ze met de werkelijkheid overeenstemt.

6.3. Uit artikel 32ter, derde lid, van het Gerechtelijk Wetboek volgt dat de Koning het gebruik van het “e-Box netwerk” en van het “e-Deposit systeem” verplicht kan stellen inzonderheid voor de gereguleerde beroepen vermeld in artikel 32ter van het Gerechtelijk Wetboek.¹⁵ Als de Koning uitvoering geeft aan die machtiging, zullen de advocaten, in het kader van de procedures die zij voor hun cliënten voeren, voor de mededelingen en neerleggingen die zij dienen te verrichten hetzij op de griffies, hetzij onder elkaar noodzakelijkerwijze moeten gebruikmaken van het “informaticasysteem van Justitie” (e-Boxnetwerk en e-Depositsysteem). Die handelingen kunnen van wezenlijk belang zijn voor een goede afwikkeling van de genoemde procedures.

6.4. In die omstandigheden kan niet aanvaard worden dat het beheer van de gebruikers en van de toegangen tot die informaticasystemen tot de bevoegdheid van de informaticasystemen zelf behoort, – terwijl niet kan worden bepaald wie werkelijk zorgt voor het beheer van en het toezicht op die systemen – en zelfs niet dat enige beoordelingsbevoegdheid wordt gelaten aan de administratie om de hoedanigheid van gebruiker of de toegang tot het informaticasysteem te verlenen of te ontnemen aan de “instanties, diensten en actoren” van Justitie.

Een ondeugdelijk beheer van de gebruikers of het ongegrond weigeren of ontnemen van de toegang zou immers rechtstreeks nadelige gevolgen kunnen hebben voor de wijze waarop die “instanties, diensten en actoren” hun functie of beroep uitoefenen. Als bijvoorbeeld een advocaat geen toegang zou hebben of geen toegang meer zou hebben tot het voornoemde “informaticasysteem van Justitie”, zou hij inderdaad niet meer in staat zijn om zijn beroep uit te oefenen.

6.5. In plaats van te bepalen dat “[de systemen] voorzie[n] in een strikt en adequaat gebruikers- en toegangsbeheer” zou in de tekst van het ontwerp inzonderheid moeten worden bepaald dat alle advocaten, notarissen en gerechtsdeurwaarders van rechtswege beschikken over het recht van toegang tot en gebruik van het “informaticasysteem van Justitie” (e-Boxnetwerk en e-Depositsysteem) en dat de FOD Justitie ermee belast wordt hen die toegang te waarborgen. De toegang hangt immers rechtstreeks samen met de erkenning van de titel van advocaat, notaris of gerechtsdeurwaarder door elke betrokken overheid.

¹⁵ Zie hiervoor, opmerking 2.1.

Aan het voorstel van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer om de noodzakelijkheid om te “voorzie[n] in een adequaat en strikt gebruikers- en toegangsbeheer” tot uiting te laten komen door het opnemen van de principes die de verantwoordelijke voor de verwerking bij het beheer van het netwerk en het systeem in acht moet nemen, zou gevolg moeten worden gegeven rekening houdend met hetgeen voorafgaat.¹⁶

VII. Toepassingsgebied van het ontwerp

7. Uit de toelichtingen die de FOD Justitie op zijn website geeft, blijkt dat in de huidige stand van het systeem “enkel conclusies en stukkenbundels in burgerlijke zaken aangenomen [worden]”.

Die beperking van het toepassingsgebied van de ingevoerde rechtsregels kan noch uit het voorliggende ontwerpbesluit, noch uit de tekst van artikel 32*ter* van het Gerechtelijk Wetboek worden afgeleid.

Om elke rechtsonzekerheid te voorkomen zou het nuttig zijn dat in de tekst van het ontwerp te vermelden.

VIII. Waarborging van het recht op eerbiediging van het privéleven

8. Verscheidene van de hiervoor geformuleerde algemene opmerkingen en van de bijzondere opmerkingen die hierna volgen, hebben inzonderheid betrekking op de waarborgen die het ontwerp moet bieden om ervoor te zorgen dat het privéleven geëerbiedigd wordt, welk recht inzonderheid verankerd is in artikel 22 van de Grondwet en in artikel 8 van het Europees Verdrag voor de Rechten van de Mens.

Daarnaast moet worden opgemerkt dat de Raad van State niet kan nagaan of het evenredigheidsbeginsel dat inherent is aan dat recht, *in casu* in acht genomen is, doordat in de tekst niet nader wordt toegelicht welke gegevens zullen worden geregistreerd via het “e-Box netwerk” of via het “e-Deposit systeem”.¹⁷

Dezelfde vraag rijst in verband met de beveiliging van het netwerk en van het systeem die in het vooruitzicht worden gesteld.¹⁸

Het ontwerp zou op die punten moeten worden aangevuld.

¹⁶ Advies nr. 58/2015 van 16 december 2015 van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer, punt 14.

¹⁷ Zie in die zin advies nr. 58/2015 van 16 december 2015 van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer, punt 12.

¹⁸ *Ibid.*, punt 15.

Er wordt eveneens verwezen naar opmerking 24 van het voornoemde advies van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer.

* * *

9. Onder voorbehoud van de voorgaande belangrijke opmerkingen worden de volgende bijzondere opmerkingen geformuleerd.

BIJZONDERE OPMERKINGEN

Voorafgaande vormvereisten

De akkoordbevinding van de minister van Begroting bevindt zich niet in het aan de Raad van State bezorgde dossier.

De steller van het ontwerp moet erop toezien dat dit vormvereiste wordt vervuld.

Aanhef

1. Het eerste lid van de aanhef moet worden geredigeerd als volgt:

“Gelet op het Gerechtelijk Wetboek, artikel 32*ter*, eerste en tweede lid, ingevoegd bij de wet van 19 oktober 2015;”.¹⁹

2. Aangezien om advies wordt verzocht binnen een termijn van dertig dagen, dient in het vijfde lid van de aanhef te worden vermeld dat het advies van de Raad van State wordt gegeven met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973.

Dispositief

Artikel 1

1. In zijn advies 58.556/2, gegeven op 21 december 2015 over een eerste ontwerp van koninklijk besluit ‘houdende de elektronische communicatie overeenkomstig artikel 32*ter* van het Gerechtelijk Wetboek’, heeft de Raad van State vastgesteld dat “[i]n het ontwerpbesluit [...] enerzijds het “e-Box netwerk” en anderzijds het “e-Deposit systeem” [worden] vermeld als informaticasystemen. In het dossier dat aan de Raad van State is overgezonden bevindt zich geen nota aan de Regering en in het verslag aan de Koning is de juridische aard van dat netwerk en dat

¹⁹Beginselen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten, www.raadvst-consetat.be, tab “Wetgevingstechniek”, aanbeveling 27, b) en c). Er wordt verwezen naar de hiervoor vermelde algemene opmerking 2 wat de vraag betreft of in het eerste lid van de aanhef alleen gewag dient te worden gemaakt van artikel 32*ter* van de wet, zonder de betrokken leden van dat artikel 32*ter* te vermelden, wat dan zou impliceren dat door het ontwerp eveneens uitvoering zou worden gegeven aan het derde lid van die bepaling.

systeem niet toegelicht. De gemachtigde van de minister heeft ook niet geantwoord op het verzoek die informaticasystemen te omschrijven en aan te geven of die diensten in een rechtsregel worden gedefinieerd of vastgesteld”.

2. In de bespreking van artikel 3 van het wetsontwerp dat ontstaan gegeven heeft aan de wet van 19 oktober 2015 ‘houdende wijziging van het burgerlijk procesrecht en houdende diverse bepalingen inzake justitie’, waarbij in het Gerechtelijk Wetboek een artikel 32^{ter} is ingevoegd, heeft de minister van Justitie de volgende uiteenzetting gegeven:

“[...] Naast een werklast- en kostenverlaging, bestaat er binnen Justitie ook de nood aan een snelle en veilige elektronische communicatie.

Tot op vandaag ontbreekt het juridisch kader en de technische oplossing om deze elektronische communicatie tussen de actoren van Justitie mogelijk te maken. Met dit artikel wordt de juridische basis gecreëerd om die elektronische communicatie juridisch mogelijk te maken.

Het gebruik van loutere e-mailapplicaties is geen afdoende oplossing, omdat het geen oplossing biedt voor de authenticatie van de verzenders en ontvangers van de e-mail bij de juridische actoren. Er is nood aan een eenduidig elektronisch adres waarop een ontvanger of geadresseerde geacht wordt zijn mededeling, kennisgeving of neerlegging te ontvangen alsook een garantie omtrent de identiteit van de verzender.

Justitie heeft tot op heden geen informaticasysteem (IT) dat de kennisgevingen, neerleggingen of mededelingen tussen haar eigen actoren organiseert. *Aangezien de federale overheid over een informaticasysteem beschikt, dat aan de gestelde dringende noden voldoet, kan op relatief korte termijn de nood aan een elektronisch communicatieplatform tussen de professionals binnen Justitie opvangen [...] worden.*

IT-systemen wijzigen permanent. Vandaar de generieke verwijzing in de wet naar het “informaticasysteem van Justitie” waarbij de Koning kan inspelen op wat morgen voorhanden zal zijn inzake informatica-oplossingen.

Zoals hoger vermeld evolueren IT-systemen. De keuze vandaag binnen Justitie voor de eBox die ook door de Fod Sociale zaken wordt gebruikt, houdt geen voorafname in dat andere overheidsdiensten in de toekomst ook met deze technologie zullen moeten werken of dat er binnen Justitie niet kan overgestapt worden naar een meer performant systeem van zodra dit beschikbaar is. Integendeel, van zodra er een IT-platform beschikbaar en operationeel is, dat minstens dezelfde functionaliteiten biedt, aan gunstiger voorwaarden gebruikt kan worden en het standaardplatform van de federale overheid zal worden, zal de overschakeling gerealiseerd worden, weg van de nu gekozen technologie naar dat nieuwe federale standaardplatform. Ondertussen worden met de introductie van het huidige e-box platform de aanzienlijke besparingen gerealiseerd en wordt eindelijk voor alle actoren van Justitie de mogelijkheid geboden om de weg van de elektronische communicatie in te slaan en zijn voordelen te genieten.

De actoren van Justitie, in het bijzonder de gerechtelijke instanties, inclusief het Openbaar Ministerie, de griffies en de parketsecretariaten, de advocaten, de gerechtsdeurwaarders en de notarissen in hun communicatie in het kader van de rechtsgang die voortaan via een

elektronische postbus in de plaats van de klassieke fysieke postbus met elkaar communiceren, is een haalbare kaart. De kost-, tijds- en efficiëntiewinst liggen daarbij voor de hand.

[...]

De Raad van State merkt terecht op dat het nieuwe artikel geen wettelijke basis creëert voor een volledige elektronische procedure, maar slechts voor de elektronische communicatie tussen de genoemde actoren. Dit laatste was ook de enige bedoeling van de voorgestelde aanpassing. Aangezien het enkel gaat om een elektronisch communicatieplatform voor de professionele actoren, en de mogelijkheid het gebruik daarvan verplicht te maken, is uiteraard de burger niet mee opgenomen in het artikel.”²⁰

3. Zoals de minister van Justitie destijds te kennen heeft gegeven “beschikt de federale overheid [al] over een informaticasysteem (...), dat aan de gestelde dringende noden voldoet” (het gaat meer bepaald om het e-Boxnetwerk), waardoor het niet meer nodig lijkt na te gaan of het ontwerp in overeenstemming is met de regels inzake overheidsopdrachten, maar dat neemt niet weg dat het niet mogelijk lijkt duidelijk aan te geven op welke rechtsgrond de informaticasystemen e-Box en e-Deposit gestoeld zijn.

Dienaangaande wordt verwezen naar algemene opmerking 3.

4. Aansluitend op die opmerking behoort het volgende te worden opgemerkt.

5. Door middel van een uitdrukkelijke verwijzing naar artikel 32ter, eerste lid, van het Gerechtelijk Wetboek, dient in de tekst in de eerste plaats te worden verduidelijkt dat het “e-Box netwerk” en het “e-Deposit systeem” tot stand worden gebracht als de “informaticasystemen van Justitie” waarvan in die bepaling sprake is.

6. Vervolgens moet worden gepreciseerd voor welke elektronische communicaties het “e-Box netwerk”, “zoals beschreven in de artikelen 2 tot 5” van het ontwerpbesluit bedoeld is. Voorts dient op dezelfde wijze tewerk te worden gegaan voor het e-Depositsysteem, waarbij naar de artikelen 6 tot 9 van het ontwerpbesluit moet worden verwezen.

Aldus zou artikel 1 er uitzien als een inleiding op het vervolg van het ontwerp.

Aangezien de in het ontwerp gebruikte termen niet worden gedefinieerd, kan op grond van de voorliggende bepaling immers niet worden uitgemaakt wat dient te worden “neergelegd” via het “e-Box netwerk” en wat moet worden “neergelegd” via het “e-Depositsysteem”.

7. Bovendien zou het begrip “conclusies” moeten worden verduidelijkt, inzonderheid wat de vraag betreft of de steller van het ontwerp, door specifiek die term te gebruiken, onder andere de “memories” die kunnen worden ingediend in het kader van de cassatieprocedure wil

²⁰ Parl.St. Kamer 2014-15, nr. 54-1219/001, 5 (eigen cursivering).

uitsluiten van het e-Depositsysteem.²¹ Als dat het geval is, zou de steller van het ontwerp in staat moeten zijn om dat verschil in behandeling te verantwoorden.

Zo ook dient het begrip “stukken”, vermeld in paragraaf 2 (lees: 2^{o22}) van de ontworpen bepaling te worden verduidelijkt. Het begrip “stukken” kan immers op welk document dan ook slaan, zodat niet duidelijk is wat dan wel zou kunnen worden “neergelegd” via het e-Boxsysteem. Ingeval het gaat om de stukken die door elke partij worden overgelegd met betrekking tot hun respectieve dossier, dient dit te worden verduidelijkt door te verwijzen naar de artikelen 736 en volgende van het Gerechtelijk Wetboek.

Artikel 2

Terwijl in artikel 1, § 1 (lees: 1^{o23}) met betrekking tot het “e-Box netwerk” in de Franse tekst van het ontwerp gewag wordt gemaakt van “notifications”, “communications” en “dépôts”, met uitsluiting van de neerlegging van conclusies en stukken, wordt in artikel 2 alleen nog gewag gemaakt van “communication”, wat niet verantwoord is tenzij de term “communicatie” in die bepaling zou moeten worden begrepen als betrekking hebbend op de “communicatie op elektronische wijze” (inleidende zin van artikel 1) van een processtuk in het algemeen, ongeacht de handeling die werkelijk bij deze communicatiewijze betrokken is [de drie soorten handelingen vermeld in artikel 1, § 1 (lees: 1^{o24})].

Indien voor die uitlegging moet worden gekozen – wat lijkt te worden bevestigd door de Nederlandse tekst van het ontwerp, waarin in artikel 1, § 1, (lees: 1^{o25}) de term “mededelingen” en in artikel 2, eerste lid, de term “communicatie” wordt gebruikt – zou moeten worden geopteerd voor een nieuwe terminologie in artikel 2, eerste lid, van de Franse tekst van het ontwerp om elke verwarring te voorkomen tussen de elektronische communicatie bedoeld in deze bepaling en de mededeling tussen, bijvoorbeeld, een advocaat en de griffie waarvan sprake is in artikel 1, § 1 (lees: 1^{o26}).²⁷

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 4, vierde lid, van het ontwerp.

Artikelen 3 en 7

1. In de ontworpen tekst wordt niet uiteengezet hoe de vertrouwelijkheid gewaarborgd zal worden van de inhoud van bepaalde mededelingen, bepaalde conclusies of

²¹ Zie inzonderheid artikel 1092 van het Gerechtelijk Wetboek.

²² Zie infra, Slotopmerkingen en wetgevingstechnische opmerkingen, opmerking 1.

²³ *Ibid.*

²⁴ *Ibid.*

²⁵ *Ibid.*

²⁶ *Ibid.*

²⁷ Zoals, in het reeds aangehaalde voorbeeld, de mededeling door een advocaat aan de griffie van het “gewoon schriftelijk verzoek” bedoeld in artikel 747, § 2, vijfde lid, van het Gerechtelijk Wetboek.

bepaalde stukken die neergelegd kunnen worden in het kader van een procedure²⁸, inzonderheid ten aanzien van de personen die belast zijn met het beheer van de informaticasystemen waarop het ontworpen besluit betrekking heeft, of met het gebruik van de encryptietechnieken waarvan sprake is in het verslag aan de Koning.

Dat geldt eveneens voor het beroepsgeheim van de advocaat waaronder alle of bepaalde gegevens van een mededeling via het e-Boxnetwerk zouden kunnen vallen.

In dat verband, heeft de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer in haar voornoemde advies nr. 58/2015 over het voorontwerp het volgende benadrukt:

“Artikel 3 van het ontwerp somt op algemene wijze de informaticatechnieken op die het eBox netwerk zal gebruiken met het oog op onder meer het realiseren van de door artikel 16 WVP opgelegde vereisten qua vertrouwelijkheid en beveiliging. Op basis van de handleiding van de eBox die aan de Commissie werd bezorgd (...), kan zij echter moeilijk beoordelen of het door de FOD Justitie geconcipeerde netwerk een passend beveiligingsniveau zal verzekeren rekening houdend met de stand van de techniek enerzijds en de gevoeligheid van de betreffende gegevens anderzijds.” (punt 15)

De vertrouwelijkheid van de inhoud van de documenten die via e-Box meegedeeld worden of via e-Deposit neergelegd worden, moet bijgevolg uitdrukkelijk gewaarborgd worden door in de artikelen 3 en 7 van het ontwerp een specifiek streepje toe te voegen.

2. De uitdrukking “de oorsprong van de zending verzekeren” die gebruikt wordt in artikel 3, eerste lid, eerste streepje, en artikel 7, eerste lid, eerste streepje, is niet helemaal duidelijk.

Indien het, zoals de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer veronderstelt²⁹, gaat om de identiteit van degene die het document verzonden heeft, dan zou dit als zodanig in de tekst aangegeven moeten worden.

3. In artikel 3, eerste lid, derde streepje, van het ontwerp is de strekking van de woorden “in voorkomend geval op zijn verzoek” onduidelijk.

Er dient verduidelijkt te worden of de afzender ambtshalve “een bewijs ontvangt van de verzending en van de afgifte of van de aflevering van de zending aan de bestemming”, dan wel of hij een dergelijk bewijs alleen ontvangt op zijn verzoek.

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 7, eerste lid, derde streepje.

²⁸ Zo bijvoorbeeld heeft het Hof van Cassatie in een arrest van 2 november 2012 gesteld dat, wanneer bepaalde gevoelige gegevens van een partij bij het geding onder het zakengeheim vallen, het principe van de tegenspraak daarop in bepaalde gevallen niet van toepassing is en alleen de rechter daarvan kennis mag nemen. Dergelijke strikt vertrouwelijke gegevens kunnen evenwel vervat zitten in conclusies en/of stukken die via het e-Depositsysteem neergelegd worden.

²⁹ Advies nr. 58/2015 van 16 december 2015 van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer, punt 16.

4. Artikel 3, eerste lid, vierde streepje, en artikel 7, eerste lid, vierde streepje, bepalen dat de erin opgesomde gegevens bewaard moeten worden gedurende een termijn van dertig jaar.

Gelet op de aard van de gegevens, die nodig kunnen zijn om de geldigheid van een procedure te beoordelen, blijkt die termijn van dertig jaar ontoereikend daar bepaalde beroepen ingesteld kunnen worden binnen die termijn van dertig jaar te rekenen van de uitspraak van de beslissing. Zo wordt in artikel 1128, eerste lid, van het Gerechtelijk Wetboek, bepaald dat derdenverzet verjaart door verloop van dertig jaar wanneer de beslissing niet betekend is aan de derde die verzet wil doen. In het kader van een dergelijk beroep zou een betwisting betrekking kunnen hebben op de geldigheid van de procedure die eerder gevolgd is zodat de computergegevens met betrekking tot de procedurestukken in dat geval geverifieerd moeten kunnen worden.

Die gegevens moeten dus op zijn minst bewaard worden zolang nog een gewoon of een buitengewoon rechtsmiddel openstaat tegen de beslissing die gewezen is na afloop van de procedure tijdens welke die handelingen gesteld zijn. Indien inderdaad beroep ingesteld wordt, zou de termijn van dertig jaar die tijdens de beroepsprocedure verjaart, verlengd moeten worden tot het tijdstip waarop deze procedure afloopt.

5. In artikel 3, eerste lid, vierde streepje, eerste zin, wordt gewag gemaakt van een niet nader gepreciseerd “bericht”. Er wordt aangenomen dat het gaat om een document waarin melding wordt gemaakt van de gegevens die in dezelfde zin worden opgesomd, te weten “de identiteit van de afzender en bestemming, de statussen, het tijdstip van verzenden, ontvangen en openen en het uniek nummer toegekend aan het bericht.”

De tekst zou kunnen worden verduidelijkt door de woorden “registreren of loggen van de volgende gegevens:” te vervangen door de woorden “de volgende gegevens registreren of loggen in een bericht:”, indien zulks de bedoeling van de steller van het ontwerp is.

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 7, eerste lid, vierde streepje, van het ontwerp.

6. De Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer maakt in punt 17 van haar voornoemde advies de volgende opmerking:

“De technieken vermeld in artikel 3 van het ontwerp zijn identiek aan deze vermeld in artikel 7 van het ontwerp.³⁰ In het verslag aan de Koning wordt echter alleen bij artikel 7 gewag gemaakt van een two-factor authenticatie³¹ van de afzender zonder verdere uitleg. De manier waarop men dit wil implementeren of de motivatie waarom er bij de eBox een minder strenge aanpak zou nodig zijn dan bij eDeposit ontbreekt echter.”

Het is de Raad van State niet duidelijk of en op welke wijze met die opmerking rekening zou zijn gehouden.

³⁰ Voetnoot 9 van het voornoemde advies: Dit laatste somt de informaticatechnieken op die door het eDeposit zullen worden gebruikt.

³¹ Voetnoot 10 van het voornoemde advies: Two factor authentication vereist twee of meer authenticatiemiddelen (factoren), deze zijn: iets wat de gebruiker weet, iets wat de gebruiker heeft, iets wat de gebruiker is.

Artikelen 4 en 8

1. Artikel 4 bepaalt dat zich bij de verzendingen via het “e-Box netwerk” de volgende “statussen” kunnen voordoen: “verzonden”, “ontvangen” en “geopend”. Vervolgens geeft het een beschrijving van de strekking van die “statussen”.

2. De Raad van State ziet niet in waarom het relevant zou zijn een onderscheid te maken tussen de status “ontvangen” en de status “geopend”, aangezien het openen van een verzonden stuk geen voorwaard is voor de regelmatigheid van de verzending.

Bovendien heeft de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer in haar voornoemde advies het volgende benadrukt: “In de mate dat het systeem de opening/lectuur van documenten in de e-Box zou monitoren, betreft dit dus een ongerechtvaardigde en disproportionele gegevensverwerking.”³²

In artikel 4 dient dan ook elke verwijzing naar de status “geopend” te vervallen.

3. Artikel 4, vierde lid, preciseert dat de communicatie verondersteld wordt plaats te vinden op de “datum van het tijdstip van verzending”, doch op voorwaarde dat aan die verzending de status “ontvangen” of “geopend” toegekend is. Krachtens artikel 8, derde lid, van het ontwerp geldt dezelfde regel *mutatis mutandis* voor de neerleggingen waarvan sprake is in artikel 1, § 2 (lees: 2°).³³

De omstandigheden waaronder de status “ontvangen” of “geopend” (voor de communicaties via e-Box) of “neergelegd” (voor de neerleggingen via e-Deposit) aan een zending wordt toegekend of het ogenblik waarop deze status wordt toegekend, worden niet nader toegelicht. De werkelijke datum van de mededeling of neerlegging van een stuk kan evenwel van essentieel belang blijken te zijn voor de geldigheid van de procedure en voor het waarborgen van de rechten van verdediging van de partijen. Dat ogenblik mag bijgevolg niet afhangen van een gebeurtenis waarvan niet bepaald is wat ze inhoudt of wanneer ze kan plaatsvinden en waarover de afzender geen enkele controle heeft.

Zo bijvoorbeeld geldt in een niet-elektronische context dat wanneer een kennisgeving een termijn doet ingaan, die termijn ten aanzien van de geadresseerde van het stuk begint te lopen, ofwel, als de kennisgeving gebeurd is bij gerechtsbrief of bij een ter post aangetekende brief met ontvangstbewijs, vanaf de eerste dag die volgt op die waarop de brief door de postdiensten aan de geadresseerde aangeboden is, ofwel, in de andere gevallen, vanaf de derde werkdag die volgt op die waarop de brief aan de postdiensten overhandigd is.³⁴

De artikelen 4 en 8 moeten worden aangevuld teneinde met deze opmerking rekening te houden.

³² Advies nr. 58/2015 van 16 december 2015 van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer, punt 18, *in fine*.

³³ Zie *infra*, Slotopmerkingen en wetgevingstechnische opmerkingen, opmerking 1.

³⁴ Artikel 53bis van het Gerechtelijk Wetboek.

4. Overeenkomstig de in het vooruitzicht gestelde regeling van elektronische communicatie zal volgens artikel 4, vierde lid, verondersteld worden dat de kennisgeving verricht is op voorwaarde dat aan de verzending de status “ontvangen” of “geopend” toegekend is. Die voorwaarde kan voor de afzender van het stuk tot procedurele onzekerheid leiden.

Zo ook geldt in een niet-digitale context dat een conclusie ter griffie wordt neergelegd, ofwel op het ogenblik waarop de griffie de door de concluderende partij via de post verzonden brief ontvangt, ofwel op het ogenblik waarop de concluderende partij persoonlijk haar conclusie op de griffie komt overhandigen. In dat laatste geval is de datum van de neerlegging zeker en heeft degene die de conclusie neerlegt er controle over. In het e-Depositsysteem is de datum van de neerlegging krachtens artikel 8, derde lid, “de datum van het tijdstip van neerlegging” (dat wil zeggen het tijdstip waarop het bestand met het document wordt “[opgeladen] in een elektronisch dossier dat aanhangig is bij een gerecht”³⁵), op voorwaarde dat daaraan de status “neergelegd” toegekend is.

Om niet het risico te lopen onzekerheid te doen ontstaan, wat onverenigbaar zou zijn met de procedurele vereisten, moet een regeling opgezet worden die het voor degene die kennis geeft, mededeelt of neerlegt mogelijk maakt om met zekerheid uit te maken op welk tijdstip die kennisgeving, mededeling of neerlegging plaatsvindt, en te controleren of ze daadwerkelijk plaatsgevonden hebben. Bij elektronische communicatie vinden het verzenden en het ontvangen van het stuk in principe gelijktijdig of nagenoeg gelijktijdig plaats tenzij er een technische storing optreedt. In die omstandigheden kunnen de verzending of de neerlegging ten aanzien van de afzender geacht worden verricht te zijn op het ogenblik waarop deze handelingen daadwerkelijk gesteld zijn, zonder dat daarvoor nog aan een andere voorwaarde voldaan moet zijn.

Nochtans dient eveneens te worden bepaald op welk ogenblik het stuk wordt ontvangen teneinde de rechten van de geadresseerde ervan te waarborgen, inzonderheid wanneer het verzenden en het ontvangen niet gelijktijdig plaatsvinden of wanneer de ontvangst niet plaatsvindt wegens een verstoring van het systeem.

Zoals de Raad van State heeft kunnen opmerken in zijn advies 58.416/2-3 van 11 december 2015 over het voorontwerp van wet ‘houdende internering en diverse bepalingen inzake justitie’ in verband met het systeem van elektronische betekening³⁶, zou niets eraan in de weg staan dat, met het oog op een gelijke eerbiediging van de rechten van de partij die het stuk op elektronische wijze verzendt en van die welke het aldus ontvangt, de regeling van de dubbele datum *in casu* gehandhaafd blijft, zoals de wetgever heeft bepaald in verband met de datum van de kennisgeving “op papier”³⁷.

³⁵ Advies nr. 58/2015 van 16 december 2015 van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer, punt 19.

³⁶ *Parl.St.* Kamer 2015-16, nr. 1590/1, 277.

³⁷ Zo bijvoorbeeld is de datum van de akte voor de verzoeker de datum waarop zijn verzoekschrift ter griffie wordt neergelegd en is de datum die voor de geadresseerde in aanmerking wordt genomen (volgens de regels bepaald in artikel 53bis van het Gerechtelijk Wetboek) daarentegen de datum waarop hem door de griffie van het verzoekschrift kennis wordt gegeven.

Artikelen 5 en 9

1. De artikelen 5 en 9 bepalen dat in geval van een disfunctioneren van het “e-Box netwerk” of het “e-Deposit systeem” waarbij zich fouten voordoen die volgens het verslag aan de Koning zouden leiden tot het niet uitvoeren van de kennisgeving, de mededeling of de neerlegging van het stuk “een systeemfout gemeld [wordt] aan de afzender”. Er wordt gepreciseerd dat “[d]ie melding geldt als bewijs daarvan.”

Wat het “e-Box netwerk” betreft, wordt in het verslag aan de Koning het volgende vermeld: “Dit bericht aan de gebruikers moet toelaten kennis te nemen van een disfunctie – dus de niet uitvoering van de handeling – en de disfunctie aan te tonen.” Met betrekking tot het “e-Deposit systeem” bevat het verslag aan de Koning volgende vermelding: “De gebruikers kunnen van de disfunctie of de niet-uitvoering kennis nemen en deze aantonen. (bv. in geval van een neerlegging buiten termijn)”.

2. Zoals het dispositief van het ontworpen besluit in het verslag aan de Koning geëxpliciteerd wordt, roept het twee vragen op:

1° Er is klaarblijkelijk niets bepaald voor het geval dat het disfunctioneren zich ook doet voelen bij de melding van de fout aan de afzender, die in dat geval niet zal weten dat zich een systeemfout heeft voorgedaan en/of in de materiële onmogelijkheid zal verkeren om daarvan het bewijs te leveren. De Raad van State vraagt zich echter af hoe een dergelijke probleemsituatie opgelost zou kunnen worden.

2° De melding van de fout heeft tot doel de afzender in staat te stellen om daarvan het bewijs te leveren (“bv. in geval van een neerlegging buiten termijn”, zoals in het verslag aan de Koning vermeld wordt). Het nut van over dat bewijs te beschikken bestaat er ongetwijfeld in dat men dat kan aanvoeren als een verschoningsgrond waardoor men kan ontsnappen aan zijn aansprakelijkheid (overmacht) voor het niet naleven van een proceduretermijn. Als zulks de bedoeling van de steller van het ontwerp is, zou het ontwerp aan duidelijkheid winnen als die bedoeling daarin met zoveel woorden zou worden weergegeven.

Artikel 6

Er wordt verwezen naar de algemene opmerkingen, inzonderheid naar de opmerkingen die gemaakt zijn onder punt IV.

Artikel 10

Artikel 10 bepaalt dat het ontworpen besluit in werking zou treden de dag waarop het in het Belgisch Staatsblad bekendgemaakt wordt.

In het verslag aan de Koning wordt geen reden opgegeven voor die afwijking van de regels inzake inwerkingtreding en het is evenmin duidelijk welke reden daarvoor opgegeven zou kunnen worden. Artikel 10, eerste lid, moet vervallen.

SLOTOPMERKINGEN EN WETGEVINGSTECHNISCHE OPMERKINGEN

1. In artikel 1 moet in de opsomming worden gewerkt met de onderverdelingen “1°” en “2°”, en niet met de onderverdelingen “§ 1”, “§ 2”.³⁸

Verder in de tekst dienen de verwijzingen naar die onderverdelingen dienovereenkomstig aangepast te worden.

2. In artikel 3, eerste lid, vierde streepje, moeten de woorden “het tijdstip van verzenden, ontvangen en openen” worden vervangen door de woorden “het tijdstip van de verzending, de ontvangst en de opening.”

3. In de Franse tekst van het ontwerp moeten in de tweede zin van artikel 5, *in fine*, de woorden “de cette défaillance” toegevoegd worden.

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 9.

4. De Nederlandse tekst van artikel 7, eerste lid, vierde streepje, zou, indien zulks de bedoeling is van de steller van het ontwerp, beter als volgt gesteld worden:

“-de volgende gegevens registreren of loggen in een bericht: de identiteit van de persoon die de neerlegging verricht of van de persoon voor wie de neerlegging verricht wordt; in voorkomend geval de identiteit van de gemachtigde door wie de neerlegging verricht wordt; het stuk of de stukken of de conclusie die neergelegd worden, het tijdstip van de neerlegging; het rolnummer van het dossier waarin de neerlegging verricht wordt; de rechtbank waarbij het dossier aanhangig is; het uniek nummer dat toegekend is aan het neergelegde stuk of de neergelegde stukken of aan de neergelegde conclusie; en het uniek nummer dat aan het bericht toegekend is.”

De Franse tekst van die bepaling moet geformuleerd worden zoals voorgesteld wordt in de Franse tekst van dit advies.

5. In een opsomming wordt het best geen gebruik gemaakt van tussenzinnen; dat zijn zinnen die de opsomming onderbreken om aanvullende informatie toe te voegen over een opgesomd onderdeel.³⁹ De zin waarin bepaald wordt gedurende welke termijn de gegevens bewaard moeten worden en die thans artikel 3, eerste lid, vierde streepje, tweede zin, van het ontwerp vormt, moet het nieuwe tweede lid van dat artikel worden, waardoor het huidige tweede lid het derde lid wordt.

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 7, eerste lid, vierde streepje, tweede zin.

³⁸ *Beginselen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab “Wetgevingstechniek”, aanbeveling 58, B.

³⁹ *Ibid.*, aanbeveling nr. 60.

6. In de Franse tekst van het ontwerp moet in artikel 8, derde lid, “visé”, en niet “visée” geschreven worden.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Bernadette VIGNERON

Pierre VANDERNOOT